

REUNION PUBLIQUE D'OUVERTURE
« À QUOI SERT CE DEBAT ? »
JEUDI 27 OCTOBRE 2022

SALLE/ADRESSE :	Salle Paul Éluard à Dieppe – salle de réunion de Maison de l'Europe à Paris – Retransmission sur la chaîne YouTube du débat
PARTICIPANTS :	155 participants à Dieppe, 45 participants à Paris, 1 600 connexions sur la chaîne YouTube
DÉBUT > FIN :	19 h 00 – 21 h 40
QUESTIONS-RÉPONSES :	21 questions environ

Commission particulière du débat public (CPDP) :

Mme	Chantal JOUANNO	CNDP
M.	Michel BADRÉ	CPDP
Mme	Sabine GIRARD	CPDP
Mme	Juliette ROHDE	CPDP

Animateurs

M.	David PROTHAIS	Dieppe
Mme	Sofia ALIAMET	Paris

Intervenants :

M.	Nicolas LANGLOIS	Maire de Dieppe
M.	Antoine MÉNAGER	EDF
M.	Dominique BOUTIN	FNE
Mme	Alice MAZEAUD	Université La Rochelle
M.	Jean-Claude DELALONDE	ANCCLI
M.	Sébastien JUMEL	Député Seine-Maritime
Mme	Charlotte MIJEON	Sortir du Nucléaire
M.	Xavier URSAT	EDF

COMPTE-RENDU DE RÉUNION :

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Mesdames et Messieurs, bonsoir. Je vais vous proposer de vous installer si vous le voulez bien. Nous allons essayer de partir à l'heure, vers 19 h, dans quelques minutes. Merci.

Messieurs Dames, bonsoir. Pendant que les dernières personnes s'installent et pour vous mettre en bouche, nous vous proposons un petit film de présentation du débat. Il sera diffusé dans trois lieux différents, puisque nous sommes maintenant synchronisés avec Paris et avec YouTube qui rediffuse cette réunion, *a priori* à plusieurs centaines d'internautes.

Diffusion d'une vidéo

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Voilà une courte présentation du débat public en image, qui est désormais en ligne également – cela vient d'être mis en ligne aujourd'hui.

Bienvenue à toutes et tous. C'est un plaisir de vous accueillir ici à Dieppe. Je sais que vous êtes également nombreux à Paris. Vous aurez l'occasion, à Dieppe, de le découvrir tout à l'heure, puisque nous sommes en duplex et que nous pourrons alterner les prises de parole de Dieppe avec celles de Paris. C'est l'occasion aussi de saluer les internautes qui nous suivent, comme je vous le disais tout à l'heure, sur YouTube. Ils sont nombreux, plus de 400 inscrits, si les derniers compteurs m'ont été communiqués.

Juste pour vous présenter un petit mot sur ce soir, la façon dont cela se déroulera et comment ce sera animé. Nous sommes plusieurs animateurs dans les différents lieux. Je vais les présenter rapidement. Vous avez ici, à Dieppe, Michel BADRÉ, présidence de la Commission particulière du débat public, donc la commission qui organise ce débat. Nous avons Juliette ROHDE, également membre de la Commission du débat public, qui est à Paris, et Sabine GIRARD, membre de la commission, que vous verrez tout à l'heure également, qui est à Paris, et qui va relayer la parole des internautes.

Pour ma part, je m'appelle David PROTHAIS. Sofia ALIAMET et Lola LAZARO sont des collègues. Nous sommes prestataires de la Commission du débat public et nous les accompagnons pour l'animation de ce temps. C'était pour faire les présentations de l'équipe d'animation, pour cette réunion exceptionnelle qui est en duplex et diffusée sur internet.

Quels sont les objectifs de la rencontre de ce soir ? Ils sont multiples et nombreux. La réunion va être dense. Nous essaierons d'aller jusqu'à 21 h 30. C'est notre objectif. Nous ferons le maximum pour tenir ce *timing*. Les objectifs sont d'ouvrir le débat public, comme vous le savez, vous l'avez vu dans la vidéo. Il est ouvert pour 4 mois. Nous ouvrons un débat public sur le programme de nouveaux réacteurs nucléaires en France, dont les deux premiers seraient situés à Penly, ce qui explique cette réunion dans cette salle à Dieppe.

Nous allons nous poser une question centrale aujourd'hui. Le débat public – ce sera dit tout à l'heure et vous l'avez vu dans la vidéo –, il y a 10 grandes questions. La première que nous voulions poser ce soir et sur laquelle nous vous demanderons de nous concentrer collectivement est de savoir à quoi sert ce débat, s'il peut avoir un impact sur la décision. Bien entendu, c'est une question très lourde de sens, et je compte sur vous pour y apporter des réponses et aussi poser les questions en réaction à cette question centrale.

Nous sommes là aussi pour partager et recueillir les attentes des parties prenantes et des citoyennes et citoyens à l'égard de ce débat. Nous posons vraiment la question du débat public aujourd'hui, de son utilité et de son impact sur la décision. Nous aurons l'occasion aussi de vous présenter un peu plus ce débat, ses modalités, comment, pendant 4 mois, nous allons pouvoir échanger, discuter, questionner le projet en question.

Je détaillé un peu plus le déroulé, mais rapidement. Nous sommes dans une phase un peu introductive maintenant, je passerai la parole dans quelques minutes à Nicolas LANGLOIS, Maire de Dieppe, pour un mot d'accueil républicain, puisque nous avons le plaisir d'être accueillis à Dieppe, dans cette salle. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière posera le cadre du débat. Il vous expliquera comment il a été construit, les questions que la commission s'est posées et les réponses qu'elle a souhaité apporter. Puis, nous aurons une présentation succincte du projet par les équipes de la maîtrise d'ouvrage qui viendront, en quelques minutes et un *motion design*, vous présenter le projet pour que nous partagions l'information sur le sujet du jour. Surtout, après, nous aurons deux grands temps. Le temps 1 est :   quoi sert ce débat ? C'était la question centrale. Peut-il avoir un impact sur la décision ? Et nous aurons les interventions, depuis Paris, de Chantal JOUANNO, présidente de la Commission nationale du débat public, que nous saluons au passage, et qui a nommé cette commission particulière du débat public pour mener ce débat, et Alice MAZEAUD, qui est Maître de conférences à l'université de La Rochelle.   l'issue de ces présentations, la parole sera bien sûr donnée à Dieppe, puis à Paris, puis en ligne, successivement. Nous essaierons de faire le tour pour que chaque salle, chaque personne ait l'occasion de s'exprimer.

Dans un temps 2, nous vous donnerons la parole à Dieppe,   Paris et en ligne pour que vous puissiez nous dire ce que vous attendez, vous, du débat. Dans un premier temps, nous avons demandé à un certain nombre de parties prenantes de venir. Elles seront, pour certaines, ici à Dieppe, pour d'autres, à Paris. Nous aurons donc des représentants de France Nature Environnement, de l'ANCCLI. Nous aurons Sébastien JUMEL, député de Seine-Maritime, des représentants de Sortir du nucléaire et d'EDF. Et encore une fois, la parole sera donnée – nous changerons l'ordre –   Paris, puis à Dieppe et en ligne. Nous essaierons de faire des boucles successives dans le temps qui nous est imparti.

Et nous aurons une dernière séquence pour vous présenter plus précisément les modalités du débat et les prochaines échéances puisqu'aujourd'hui, encore une fois, nous commençons. Ce n'est pas une réunion qui va épuiser le sujet, mais qui ouvre 4 mois d'échanges que nous imaginons bien intenses. Et ce sera présenté par Juliette ROHDE, membre de la Commission particulière, qui interviendra depuis Paris.

Je vous propose, si vous le voulez bien, d'adopter collectivement quelques règles du jeu, pour que nous puissions dialoguer de la meilleure manière possible. La première, je pense que nous la partageons, en tout cas c'est un souhait que j' mets, c'est que nous fassions preuve de bienveillance, d'écoute et de respect dans les prises de parole des uns et des autres. Nous sommes sur un sujet clivant, nous le savons. Pour autant, le débat public doit donner la possibilité à chacun, chacune, de s'exprimer, et de pouvoir le faire dans de bonnes conditions, quelle que soit la position que nous avons sur ce sujet, bien entendu.

Deuxième point important, nous souhaitons recueillir le maximum d'arguments. Parce que la Commission particulière du débat public écrira un compte-rendu, qui a vocation à peser, à éclairer la décision publique. Dans ce compte-rendu sera consignée l'intégralité de vos arguments. Le paysage argumentaire autour du sujet, c'est cela que le débat public cherche à collecter. Autrement dit, les applaudissements, s'il y a du bruit dans la salle, s'il y a des perturbations sonores, cela ne pèsera pas dans ce document. C'est dans l'ADN du débat public de dire que nous ne fonctionnons pas à l'applaudimètre. Le débat public n'est pas un référendum, mais un moment de discussion, de débat, d'échange d'arguments qui doivent être entendus de toutes et tous pour nourrir vraiment un rapport qui, nous l'espérons tous, pèsera dans la décision publique.

Autre règle corolaire, nous essaierons tous d'avoir un langage le plus clair possible, le moins technique possible. C'est vrai pour toutes les participantes et tous les participants. C'est d'autant plus vrai pour les intervenantes et intervenants que nous aurons.

Nous travaillons sur des sujets techniques, nous avons parfois tendance à utiliser les acronymes, un jargon un peu difficile. Et notre souhait à tous est que tout soit le plus clair et compréhensible pour chacun d'entre nous.

Troisième règle, si vous le voulez bien : la concision et le temps de parole. Nous avons jusqu'à 21 h 30. Je fais le pari que certains d'entre vous seraient prêts à rester un peu plus et à déborder au-delà. D'autres ont des contraintes. Nous essaierons de faire un temps le mieux maîtrisé possible pour que chacun, chacune puisse s'exprimer. Vous êtes nombreux ici, vous êtes nombreux à Paris et encore plus en ligne. Nous essaierons de poser des règles qui seront un *timing*. Il y aura un petit compteur qui s'affichera en bas de l'écran. Nous proposons 7 minutes pour les intervenants, lorsqu'ils sont à la tribune, puisqu'ils ont un point de vue particulier qui a été travaillé et qui doit être exposé. Et pour les participants en salle, nous essaierons de nous attacher à 2 minutes, si vous le permettez. C'est une proposition pour que chacun, chacune puisse s'exprimer, puisqu'en 2 h 30, bien sûr, c'est difficile de vous passer à tous la parole. Mais essayons de faire le maximum, si vous le voulez bien. Avec aussi une priorité qui sera donnée à celles et ceux qui ne se seront pas encore exprimés, pour avoir une diversité de parole. C'est aussi quelque chose que la commission nationale cherche. Donc, nous éviterons les ping-pongs, une personne *versus* la commission ou la maîtrise d'ouvrage, EDF et RTE, si vous le voulez bien.

J'ai encore deux petites règles. Mais sur ces trois règles, êtes-vous OK, avec le fait qu'on les respecte collectivement? J'en endosse la responsabilité ici, à Dieppe, mais c'est une responsabilité avant tout collective. Donc, je fais appel à vous pour la respecter le mieux possible.

Deux autres points qui sont aussi importants. En tant que règle du jeu, nous allons faire preuve de la plus grande transparence. Je vous inviterai chaque fois à vous présenter, nom, prénom, pour dire qui vous êtes. Sofia fera de même à Paris. Nous veillerons bien sûr à ce qu'il y ait un compte-rendu qui sera rédigé et diffusé, avec la vidéo de la réunion, d'ailleurs, qui sera diffusée *a posteriori* de cette réunion. Et c'est important de bien partager ces éléments-là. Nous sommes dans un débat public. Donc, tout ce que vous dites, tout ce qui est dit est rendu public. Et c'est un engagement très fort de la commission.

Dernier point, la traçabilité des échanges et la diversité des modes d'expression nous est importante. J'avais dit « pas de mots techniques », c'est un peu jargonneux. Simplement, pour vous dire que nous n'aurons peut-être pas l'occasion de prendre toutes les observations ou toutes les questions. La Commission s'engage à verser sur la plateforme participative qui a ouvert ce matin toutes les questions qui n'auraient pas eu de réponses. Peut-être que vous avez des questions précises sur le projet, c'est vrai que ce n'est pas l'objet du jour. Aujourd'hui, nous sommes plutôt sur « à quoi sert le débat? », vous l'avez bien compris. Si vous avez des questions précises sur le projet, elles sont tout à fait légitimes. Et la Commission, EDF et RTE vont s'engager à y répondre. Nous allons les retranscrire et les verser sur la plateforme. Je tiens à préciser aussi qu'il y a une urne que vous avez peut-être vue en rentrant qui permet à celles et ceux qui n'osent pas lever la main ou qui l'ont levé, mais n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer, de mettre un mot à l'issue de la réunion. Vous avez peut-être toutes et tous le dépliant du débat dans les mains. Il y a un petit volet que vous pouvez remplir avec vos coordonnées, vos questions et observations. Là aussi, ce sera pris en compte par la commission. Puis, nous avons un caméraman aussi, dans la salle, qui peut recueillir vos avis en vidéo, si vous souhaitez laisser un mot, parce que, là aussi, vous n'avez pas eu l'occasion de prendre la parole pour toute une série de raisons. Vous pouvez vous rapprocher de la régie. Sébastien, qui lève la main ici, sera en capacité de vous rediriger vers cette personne pour que votre avis soit enregistré. Cela peut se faire au cours de la réunion, si vous souhaitez discrètement le faire pendant la réunion, ou cela peut se faire à l'issue de la réunion, avec un petit pot – vous avez dû voir les verres en fond de salle, qui seront là pour partager un petit temps convivial à l'issue de cette rencontre.

Voilà, il y a d'autres modalités de prise de parole, cela me semblait important de vous le préciser, puisque le temps de cette réunion est compté. Là aussi, je compte sur vous pour que nous puissions respecter ces règles dans de bonnes conditions.

J'invite M. LANGLOIS à bien vouloir me rejoindre pour un mot d'accueil. Vous avez vu les règles du jeu, je fais appel à votre concision, nous en avons parlé avant. Un petit mot d'accueil républicain. Vous nous faites le plaisir de nous accueillir dans votre ville.

M. Nicolas LANGLOIS, Maire de Dieppe

Merci à vous. Je vais tâcher de respecter les consignes, comme je m'y suis engagé, et si je ne les respecte pas, je m'en excuse par avance.

Monsieur le Préfet, Monsieur le Député, Madame la Présidente de la Commission nationale du débat public, Monsieur le Président de la Commission particulière du débat public, chers collègues élus – il y en a un certain nombre, je salue notamment les élus du Petit-Caux, puisque la centrale est située sur leur commune. Je salue également les associations présentes, les habitants et les organisations syndicales. J'insiste sur les organisations syndicales parce qu'à notre sens, quand on parle de débat public, de démocratie, de transparence, et d'activité industrielle, la place des salariés, des agents et de leur syndicat est importante, surtout pour tirer les leçons de ce qui s'est fait par le passé, de ce que nous voulons faire aujourd'hui et de ce que nous voulons faire demain.

Bienvenue à Dieppe. C'est une très bonne idée de lancer ce débat public à partir de Dieppe, puisqu'à Dieppe, depuis très longtemps, nous avons une réflexion cohérente, logique et nous n'avons pas pour habitude de suivre les modes, notamment sur les questions énergétiques. D'abord, nous sommes dans une ville qui est attachée au service public. Et si vous avez fait le tour de la Mairie et de l'Hôtel de Ville, c'est écrit sur le fronton, juste en dessous de la devise de la République « Liberté, Égalité, Fraternité », et je sais que cela a fait rire des dirigeants d'EDF – cela les a fait rire, parce qu'ils partagent ce projet-là, l'idée d'un grand service public de l'énergie. Et quand on est à l'aube d'un hiver où l'on s'inquiète toutes et tous du montant des factures et de la façon dont on va pouvoir se chauffer et faire tourner nos usines, chauffer nos piscines ou nos gymnases, je crois que la question du service public est évidemment importante.

Bienvenue également à Dieppe, parce qu'à Dieppe, nous exprimons depuis toujours notre attachement au mix énergétique, à l'ensemble des modes de production d'énergie. Et je crois, je me permets de le redire aujourd'hui en tant que Maire de Dieppe, qu'il n'y a pas de dogmatisme, pas de religion à avoir sur les questions de production d'énergie, qu'elles sont toutes les bienvenues à condition – et j'en viens au troisième motif pour lequel vous êtes bienvenus à Dieppe – de respecter les territoires. Nous avons eu l'expérience par le passé de débats publics ou de projets énergétiques – je pense notamment au parc éolien au large de Dieppe, au Tréport – qui n'ont pas tenu compte de ce qui s'était dit dans le cadre du débat public, ni des conclusions du débat public. Et nous voyons encore aujourd'hui que nous peinons sur de tels projets à avoir des consensus et à rassembler, alors que cela devrait être le cas quand on parle d'énergie et de développement industriel.

Et pour terminer, puisque j'ai dit que je respecterais le 2 minutes et je vois que vous avez enclenché le chrono, comme nous avons de l'expérience, que nous savons ce qu'il ne faut pas faire, nous nous permettons aussi de dire la façon dont nous aimerions voir les choses. C'est aussi le rôle du débat public et c'est pour cela qu'il est utile à notre sens et à mon sens sur un projet industriel qui vise la souveraineté énergétique du pays, qui vise à répondre aux besoins des familles, de l'industrie, des services publics. Face au réchauffement climatique, il doit se faire aussi d'une manière nouvelle. Le développement industriel, en 2022, ne peut plus se faire comme il y a 40 ou 50 ans et doit viser un aménagement équilibré du territoire. Et nous aurons l'axe économique, l'axe central de la Normandie, Monsieur le Préfet, qui sera déplacé au nord du département.

Et je pense que ce sera une opportunité pour nous, pour tous les acteurs du territoire, quelle que soit notre place, et pas simplement pour les élus, de « d m tropoliser » la Seine-Maritime, de « d m tropoliser » la Normandie et de travailler dès maintenant, mais c'est déjà le cas, à ce que nous  quipions nos territoires en formations initiales, en formations post-bac, et en formations tout au long de la vie, en termes d'équipements culturels, sportifs, en termes d'écoles, en termes d'infrastructures ferroviaires, routières, en termes de santé aussi, pour que notre hôpital, que nos médecins de ville et que tous les professionnels puissent soigner aujourd'hui et pendant le chantier celles et ceux qui vivront sur notre territoire.

Vous voyez, quand je vous dis cela, je ne suis pas sûr que tous les intervenants de ce soir vous diront la même chose. Je sais que mon député le dira. Mais cela montre aussi l'utilité du débat public, parce que nous avons tous une voix singulière à faire valoir et à mettre en avant à l'occasion de ce débat.

Donc, vous êtes les bienvenus à Dieppe et j'ai hâte de voir les conclusions de ce débat, le contenu de ce débat, et les 4 mois qui viennent. Merci à vous.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci à vous pour votre concision, pour cette exemplarité. Avant de rentrer dans le vif du sujet, nous aimerions mieux vous connaître, à Dieppe et à Paris. Nous souhaiterions voir la salle de Paris, si vous le souhaitez bien. Nous allons essayer de faire un exercice synchronisé de levé de main pour savoir qui est là ce soir.

Je vais poser une série de questions et je vous invite à lever la main si vous rentrez dans une ou plusieurs de ces catégories. Est-ce qu'il y a des élus, dans les deux salles? Je vous invite à regarder les autres, pour voir qui est là. Comme cela, on voit un peu qui est là dans la salle. Très bien. Est-ce qu'il y a des représentants ou des sympathisants d'associations? Très bien. Est-ce qu'il y a des agents d'une collectivité territoriale ou d'une institution publique? Quelques mains, ici. D'autres à Paris. Qui représente ou travaille pour une entreprise dans le domaine énergétique, que ce soit nucléaire ou autre? Qui n'a pas encore levé la main? Ceux qui n'ont pas encore levé la main, je fais l'hypothèse qu'ils sont là à titre de citoyennes et citoyens intéressés par la question du soir. Et le débat public est fait pour cela. Les organisations syndicales? Excusez-moi.   Paris, également, les organisations syndicales? Très bien.

Nous pouvons constater, il me semble, qu'il y a une belle diversité dans les deux salles, avec des profils différents. Cela fait la richesse du débat public. Et je suis ravi que nous soyons là ensemble pour débattre de ce projet. J'ai une autre question, qui concerne à la fois Paris et Dieppe: qui habite dans un rayon de 20 kilomètres autour d'une centrale nucléaire, en l'occurrence Penly ici? Il y a aussi quelques mains levées à Paris. Bien sûr, nous nous attendions à ce que les réponses soient ici massives. Merci pour cet exercice qui nous permet de voir un peu les équilibres de la salle.

Je vais proposer à Michel, peut-être de prendre un temps d'entretien, pour vous présenter le cadre du débat. J'ai quelques questions à lui poser qui vont nous permettre de découvrir un peu comment la Commission particulière voit ce débat.

On va mettre les pieds dans le plat tout de suite. Le gouvernement a annoncé, la semaine dernière, le lancement d'une concertation globale sur l'énergie. La CNDP lance aujourd'hui ce débat sur un programme de six nouveaux réacteurs nucléaires, dont deux à Penly. S'agit-il d'opérations concurrentes? Pouvez-vous nous expliquer comment les citoyennes et citoyens peuvent s'y retrouver?

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Je peux essayer. Il y a effectivement deux opérations différentes. Vous le voyez sur ce transparent, notre débat public porte sur une proposition faite par EDF, portant de façon très précise sur un programme de six réacteurs EPR 2, dont les deux premiers seraient à Penly. C'est un sujet bien délimité. Le gouvernement, de son côté, a annoncé une concertation sur un sujet beaucoup plus large qui est l'ensemble de la politique énergétique, y compris les variations d'offres, la façon d'y répondre, les différentes contraintes que cela implique. Tout cela étant conduit par le gouvernement avec les intentions qu'il a, alors que le débat public est conduit par la Commission nationale du débat public, en toute indépendance.

Il y a un point commun entre ces deux démarches, c'est qu'elles convergent toutes les deux – et je m'adresse particulièrement à Monsieur le Député JUMEL, mais je n'ai pas repéré s'il y avait d'autres parlementaires – vers le débat qui doit avoir lieu au Parlement à l'été 2023, sur la loi de programmation sur l'énergie et le climat. C'est cela, le mécanisme de décision qui est à l'issue, si je peux dire, aussi bien du débat public sur le programme de réacteur nucléaire, que de la concertation gouvernementale. C'est vraiment leur point commun. En revanche, le point de divergence est que la concertation, avec son sujet très large et son délai rapide, sera nécessairement une opération assez générale, ne rentrant pas très loin dans les détails, contrairement au débat public sur lequel les enjeux, les conditions, toute la façon de traiter le sujet nous invitent tous à aller au fond, et à le traiter aussi solidement que possible.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Pouvez-vous nous dire de quoi nous allons débattre concrètement ? S'agit-il de savoir si les Françaises, les Français sont pour ou contre le nucléaire ? Est-ce un débat pour ou contre ? Est-ce les Normandes et les Normands qui doivent s'exprimer, pour ou contre le nucléaire, ou pour ou contre deux réacteurs de plus à Penly ?

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Vous avez parlé d'une part des Françaises et des Français, et d'autre part des Normandes et des Normands. Il y a effectivement dans le débat deux piliers géographiques différents : un pilier national, c'est l'aspect programme. EDF propose un programme de six réacteurs qui seront en différents endroits français. Puis, un aspect projet, qui, lui, est normand, à Penly. Nous en avons déjà parlé tout à l'heure, les deux réacteurs proposés par EDF sur le site de Penly. Donc, il faut déjà avoir en tête cette distinction. À partir de cela, pour répondre à la question « De quoi allons-nous parler ? », nous avons tenté, après avoir fait beaucoup d'auditions de nombreuses personnes, dont certaines sont dans la salle aujourd'hui, d'identifier les questions qui nous semblaient importantes à mettre en débat. Et toutes ces questions tournent en fait – vous en avez une liste complète ici, je ne vais pas vous la détailler – toutes autour d'un point tout à fait central, qui est de dire : si l'on discute de ce programme, c'est qu'il doit servir à quelque chose. Donc, quel est le but ? Qu'est-ce qui peut conduire à dire qu'il faut engager un nouveau programme de réacteurs, ou à l'inverse, pour d'autres, qu'il ne faut pas ? Cette question de l'opportunité peut être abordée avec des aspects très généraux. C'est ce que nous ferons avec la question 2 que vous avez à l'écran en ce moment, où nous allons parler de l'impact du programme sur le bilan carbone, sur l'autonomie énergétique, sur la plus grande ou moins grande maîtrise des variations dans le temps, etc.

Puis, il y a aussi des questions tout à fait précises et terre à terre. Je ne vais pas reprendre ce qu'a dit Monsieur le Maire de Dieppe, il y a quelques minutes, mais des questions d'impacts environnementaux locaux, d'incidences sur l'emploi, sur l'aménagement du territoire, toutes questions qui intéressent directement les riverains. Et il y en a beaucoup dans la salle, nous l'avons vu tout à l'heure quand vous avez levé la main. Ce sont les questions 5, 6, que vous avez sous les yeux. Il y a évidemment les questions économiques dont nous allons parler, combien va coûter tout cela, qui va payer, combien va coûter le kilowattheure sortant du système. C'est de tous ces sujets que nous parlerons.

débat public organisé par

Mais ce qu'il faut bien avoir en tête, c'est qu'à la sortie de tout cela, nous n'avons pas pour objet de dire : « Il faut faire ce programme ou il ne faut pas le faire. » C'est le Parlement, à l'été 2023, qui prendra ce type de décisions. Notre objectif – David l'a rappelé tout à l'heure – est de rendre compte de façon aussi objective que possible de tout ce qui se sera dit par des publics différents. Si je le dis au pluriel, c'est extrait. Dans le public, là aussi, nous l'avons vu quand vous avez levé la main tout à l'heure, il y a des élus, des professionnels du secteur, des jeunes – il y en a quelques-uns dans la salle –, il y a des personnes en situation sociale difficile – il n'y en a probablement pas beaucoup dans la salle, mais nous sommes en train d'essayer de monter une action spéciale vis-à-vis d'eux, par l'intermédiaire d'ATD Quart Monde. Parce que cela nous paraît important qu'ils puissent s'exprimer. Le pouvoir d'achat les concerne aussi, l'emploi de personnes en situation difficile est un sujet, etc. C'est tout cela que nous essaierons de faire à l'occasion de ce débat.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Une dernière question. Ce débat est organisé sous l'égide d'une équipe de débat, composée de 9 membres. Pourquoi ces personnes se sont-elles impliquées dans cette opération à vos côtés ? Dans quel état d'esprit abordent-elles le débat public ?

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Je peux plus facilement répondre pour moi que pour les 8 autres. Mais je pense tout de même que nous avons eu à peu près tous le même raisonnement. Sur la question initiale, on nous a tous proposé de participer. Personne n'a été obligé de le faire. Il y a des personnes qui ont répondu négativement, elles ne sont pas là. Tous ceux qui ont répondu positivement, c'est parce qu'ils étaient convaincus que le sujet était important, qu'il avait beaucoup de conséquences pour tout le monde, et que cela méritait d'y consacrer du temps et, je n'ose pas dire, de l'énergie. C'est pour cela que nous avons répondu.

Mais ensuite, au fur et à mesure que nous avons travaillé, ce qui me frappe là aussi – je parle pour moi, mais mes collègues me démentiront peut-être après s'ils le veulent –, nous sommes partagés entre à la fois beaucoup d'ambition et beaucoup d'humilité. Pourquoi beaucoup d'ambition ? Parce que nous allons parler d'un projet, d'un programme présenté par EDF avec des aspects techniques, avec un tas de sujets. Nous allons peser des avantages et des inconvénients. Mais en fait, sur le fait, nous allons parler de démocratie. C'est cela, le sujet. Nous allons savoir comment la population que vous êtes, que nous sommes tous, peut participer à l'élaboration des décisions, comme le dit la Charte constitutionnelle de l'environnement. Participer à l'élaboration des décisions, c'est un droit, c'est aussi simple que cela. Ce n'est pas une faveur que nous faisons aux personnes en disant : « Nous allons être gentils avec vous, nous allons vous demander votre avis. » Ce n'est pas cela du tout, c'est un droit, comme le droit de vote et comme bien d'autres. Et nous, nous avons l'impression d'être là pour que ce droit puisse être respecté. C'est tout. C'est simple.

Ensuite, quand je dis « beaucoup d'humilité », c'est parce que si les questions que nous allons poser, les 10 de tout à l'heure étaient très simples, il y a sans doute très longtemps que tout le monde en France, et dans les autres pays voisins du nôtre aussi, aurait dit : « La solution est simple, nous allons le faire, il n'y a pas besoin de débat. » En fait, nous sommes face à des questions très complexes devant lesquelles il faut être modeste, il faut reconnaître que des arguments très divers sont en jeu. C'est cela que nous essaierons de mettre en évidence dans ce débat. Et avec cela, nous construirons une pierre comme nous le faisons tous sans arrêt, relativement modeste, à une construction qui est faite pour durer bien plus de 4 mois. Nous n'allons pas régler tous les problèmes du monde en 4 mois. Il va se passer des choses après, heureusement. C'est ce à quoi nous essaierons de contribuer.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci M. BADRÉ. C'était l'occasion d'entendre dans quel état d'esprit cette commission a travaillé et va travailler. Un grand merci pour ces mots introductifs.

Maintenant, je vais proposer à la maîtrise d'ouvrage composée d'EDF et RTE de bien vouloir venir à la tribune, pour une présentation rapide du projet. Vous avez, en une dizaine de minutes maximum, avec un film au milieu, l'opportunité de présenter de quoi nous allons débattre. Nous avons ici présents Antoine MÉNAGER, qui est Directeur du débat public EPR 2 chez EDF, accompagné de Caroline DIONISI, adjointe du Directeur du débat public à EDF, ainsi qu'Arthur AUDOUARD, Directeur du raccordement pour Réseau de transport d'électricité (RTE). M. MÉNAGER ?

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR 2, EDF

Merci. Bonjour Mesdames, bonjour Messieurs. Je suis vraiment ravi d'être avec vous ici, à Dieppe. Ce débat public est quelque chose que nous attendions, je dirais même avec impatience. Et nous allons pouvoir rentrer dans ce temps essentiel, comme cela a été dit, moment essentiel du temps du débat, avant le temps des décisions.

C'est un débat que nous avons préparé. Respectueux, cela vient d'être dit, du droit du public d'être informé et de participer à la décision. Respectueux de la Commission nationale du débat public, respectueux de sa Commission particulière avec qui nous avons beaucoup travaillé, chacun dans son rôle. EDF, que je représente, maître d'ouvrage, porteur de cette proposition de 6 nouveaux réacteurs dits EPR 2, et ce projet de première réalisation, ici, près de Dieppe,   Penly. Il faudra que cette centrale délivre son électricité, donc raccordée au Réseau de transport d'électricité par RTE en maîtrise d'ouvrage, représenté ici par Arthur AUDOUARD.

Puisque nous allons passer 4 mois tous ensemble, je voudrais aussi nous présenter brièvement. Nous sommes une petite équipe. Caroline DIONISI, avec moi, a préparé ce débat avec cette équipe. Et derrière nous, avec nous, il y a des centaines de salariés dont nous sommes honorés et fiers de porter leur travail devant vous, devant le public, pour pouvoir en débattre.

Pour ma part, je suis Antoine MÉNAGER. J'ai commencé ma carrière comme ingénieur sur la fin de construction du parc nucléaire actuel. J'ai été le Directeur du chantier de l'EPR de Flamanville de l'autre côté de la Normandie pendant près de 6 ans. J'ai aussi travaillé à Dieppe. Sur la centrale de Paluel, il y a quelques années, pour aider la centrale à redémarrer son réacteur numéro 2. Et plus récemment, j'ai été Directeur de la centrale nucléaire de Chinon. Et de tout cela, je retiens vraiment l'importance de la transparence que vous avez citée; la richesse du dialogue, notamment qui passe aussi par les commissions locales d'information, mais toutes les formes de dialogue; et justement, la force de ce dialogue, pour monter de beaux projets ensemble dans les territoires.

Avant d'aller plus loin, vous l'avez cité, je voudrais vous montrer les idées essentielles de cette proposition à travers le petit film. Vous pouvez retrouver tout cela en détail dans notre dossier du maître d'ouvrage. Certes, 250 pages, mais dedans vous avez toutes les informations que vous pouvez chercher. Et la synthèse, que vous avez à l'entrée, qui vous aide à rentrer dans le sujet.

Diffusion d'une vidéo

Finalement, la question du jour : comment EDF aborde ce débat et notre vision d'à quoi il sert ? D'abord, j'espère que tous ici, à Dieppe,   Paris et finalement partout en France et dans le monde, nous avons tous un objectif commun, j'espère, qui nous rassemble : c'est réduire, voire éliminer nos émissions de CO², pour lutter contre le réchauffement climatique. La vision d'EDF sur le sujet rejoint de nombreux scénarios qui se projettent   2050.

Il faudra réduire notre consommation d'énergie par de la sobriété, par plus d'efficacité énergétique, et dans le même temps, il faudra produire plus d'électricité bas carbone. C'est au cœur de la raison d'être du Groupe EDF. Nous allons le faire, et nous le faisons par tous les moyens possible. Il nous faut évidemment continuer à accélérer sur les énergies renouvelables. Il nous faudra maintenir nos réacteurs existants le plus longtemps possible, en toute sûreté évidemment. Puis, c'est le cœur de notre proposition, engager un nouveau programme nucléaire.

D'ailleurs, à ceux qui disent que nous irions trop vite, ou souvent les mêmes qui disent qu'il serait déjà trop tard, je leur dis que cette proposition permet de voir loin, avec une électricité bas carbone pour les Français, pour tout le siècle à venir.

Pour EDF, la relance d'un programme nucléaire, c'est bien une condition nécessaire pour atteindre la neutralité carbone. C'est aussi un enjeu de souveraineté énergétique, comme la guerre en Ukraine nous l'a brutalement rappelé. Et c'est aussi un facteur de compétitivité et de réindustrialisation et de réindustrialisation pour le pays.

C'est en cela, cela a été vu, que notre débat public, même s'il est indépendant, pourra aussi nourrir la concertation nationale sur l'énergie et la future loi de programmation énergie climat. Dans cette proposition, je rappelle, qui a été à la demande de l'état, dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'énergie actuellement en vigueur, qu'y a-t-il ? C'est un programme industriel. J'insiste vraiment sur la dimension industrielle. 6 nouveaux réacteurs et 10 EPR 2. EPR 2, pourquoi ? Parce que c'est vraiment tirer les enseignements, les leçons de l'EPR de Flamanville et des autres projets dans le monde.  videmment, il faut que nous l'optimisons, que nous l'industrialisons, en quelques mots, il faut que nous le rendions plus simple à construire, mais en gardant ce qu'il y a de bon. Et en premier lieu, son haut niveau de sûreté, parmi les plus élevés au monde. C'est une condition essentielle, je dirais existentielle à toutes nos activités nucléaires. Nous travaillons dans le nucléaire, c'est quelque chose que nous devons évidemment aux populations.

Ce programme, ce réacteur EPR 2, n'aura de sens que si nous l'engageons en série, en dimension industrielle. D'ailleurs, ce n'est pas 6 réacteurs que nous voulons faire, c'est 3 paires. 3 paires, j'insiste. Parce que l'effet de série commence sur le même site. Quand nous construisons le premier et enchainons avec le deuxième, et ensuite nous nous projetons sur le site suivant, c'est cela qui est essentiel pour nous, qui permet de la visibilité à toute la filiere industrielle et qui professionnalise ses intervenants. C'est ce qui a fait le succès de la construction du parc et qui permet de se projeter dans cet avenir.

Ici,   Penly, cela a été dit, c'est un site que nous connaissons bien et un territoire qui nous connaît bien. Site que nous connaissons bien, puisqu'il a déjà ses deux réacteurs depuis plus de 30 ans. Vous savez qu'il a déjà fait l'objet d'études pour un premier projet EPR, même un débat public. Puis, c'est un territoire qui nous connaît bien, puisque depuis près de 40 ans, avec déjà la construction de Paluel et de Dieppe, ces liens de confiance se sont tissés. Nous avons participé au développement social et économique du territoire. D'ailleurs, beaucoup d'acteurs du territoire se sont mobilisés pour dire : « On aimerait bien que le premier projet se passe en Normandie. »

Nous détaillerons tout cela dans le débat et nous attendons vraiment beaucoup du débat dans le territoire. Cela a été dit, vous avez vu, plus de 8 000 salariés sont attendus au pic du chantier. Nous avons donc des questions essentielles à travailler ensemble, avec vous : des questions d'aménagement du territoire, des questions de logement, des questions de santé, cela a été dit, la question sociale et évidemment la question de l'emploi, puisque ce projet doit d'abord bénéficier au territoire et à l'emploi local, mais c'est un vrai défi que nous avons à relever ensemble, dans le territoire et au-delà en France, pour le programme industriel.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Je vous invite, M. MÉNAGER, à aller au bout de votre intervention.

M. Antoine MÉNAGER, Directeur du débat public EPR 2, EDF

Cela tombe bien, j'y arrive. Cela a été dit par M. BADRÉ, nous n'allons pas résoudre tout cela en 4 mois, mais il faudra aussi que nous définissions comment nous continuerons à dialoguer si le projet venait à se décider.

Donc, ma conclusion, enfin c'est plutôt l'ouverture des 4 mois, vous l'avez compris, nous sommes enthousiastes, nous nous réjouissons de pouvoir lancer ce débat, l'expliquer, en débattre. Et c'est important, nous l'abordons sincèrement, dans la transparence, en vous écoutant. Et nous aussi, nous formulons le vœu que ce débat soit utile pour les Français et surtout les premiers concernés, si le projet était décidé, les habitants de ce territoire qui sont en face de nous, et que nous aimerions pouvoir débattre sereinement, comme cela a été rappelé en ouverture de ce débat. Je vous remercie.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci à vous. Merci pour cette responsabilité collective de vigilance sur le temps. Merci pour cette présentation et pour la concision de vos propos. Je vous invite à bien vouloir rejoindre le public.

Pour clore ce temps introductif, nous voulions vous proposer une petite projection vidéo de micro-trottoir qui a été réalisé par l'équipe du débat, qui en amont de cette réunion est allée en différents lieux pour recueillir des réactions à chaud, pour lancer le débat. J'invite la régie à bien vouloir la diffuser. Merci.

Diffusion d'une vidéo

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Je crois que nous rentrons dans le débat, nous sommes dans le vif du sujet avec cette variété de positions qui illustre probablement les 4 mois d'échanges que nous allons avoir.

C'était la fin du temps introductif, nous allons rentrer dans le temps 1 avec une première question : à quoi sert ce débat ? Peut-il avoir un impact sur la décision ? Je passerai la parole à Paris, mais avant cela, je voulais dire que nous sommes dans le temps 1 et envoyer un signal à la régie pour dire que nous allons chronométrer de manière visible les interventions des intervenants en tribune et des participants en salle. Je pense que la tonalité a été donnée par les premiers intervenants pendant le temps introductif. Encore une fois, nous essaierons d'y veiller au maximum. La parole à Paris, Sofia, pour le temps 1 : à quoi sert ce débat ?

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Bonjour à tous. J'espère que vous nous entendez bien. Avant de passer la parole à Chantal JOUANNO, un petit mot pour les internautes qui nous suivent sur YouTube. Il nous a été remonté des difficultés techniques. Nous faisons au mieux. Nous espérons que tout va se régler et que vous pourrez nous suivre. Et surtout, le *replay* sera disponible dans les jours qui suivent sur notre site internet.

Je m'adresse désormais à vous, Chantal JOUANNO. Vous êtes présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP). La CNDP est l'autorité indépendante qui garantit en France le droit à la participation et à l'information de toutes et tous, notamment sur les projets qui ont des impacts environnementaux. Finalement, l'impression que nous avons, la question que, peut-être, tout le monde se pose, est : est-ce que la décision n'est pas déjà prise ?

Mme Chantal JOUANNO, présidente de la Commission nationale du débat public

Merci. Bonsoir à toutes et à tous. Eh bien non, la décision n'est pas prise. Et Sophie MOURLON qui est ici ne me contredira pas. Par le passé, nous avons pu connaître des difficultés sur les débats publics, notamment le débat public de 2005 sur l'EPR de Flamanville, qui s'étaient tenus en même temps que la discussion de la loi au Parlement, qui justement a acté le principe de la construction de cet EPR. L , pas du tout. Nous avons une chance dans le calendrier parlementaire, qui est que, pour que de nouveaux réacteurs nucléaires soient construits, il faut de toute façon une évolution législative, puisque le plafond de production de l'énergie d'origine nucléaire a été fixé dans une loi. Donc, si nous voulons plus d'énergie nucléaire, il faudra faire évoluer ce plafond.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Nous avons le sentiment que les décisions sont déjà prises, et c'est quelque chose que pointait la CNDP dans une note que vous avez publiée en février 2022. Cette note disait : « En matière de nucléaire, en France, les citoyennes et citoyens avaient justement le sentiment que la décision était déjà prise. » Pourquoi ?

Mme Chantal JOUANNO, présidente de la Commission nationale du débat public

Souvent, cela a été plus qu'un sentiment. C'était tout de même une réalité, par le passé. Là, effectivement, c'est une question que l'on nous pose tout le temps. En l'espèce, on nous dit : « Mais le Président de la République l'a annoncé dans son discours que l'on appelle maintenant le discours de Belfort]. Il a effectivement annoncé la construction de nouveaux réacteurs. » Non, il a annoncé sa proposition, sa volonté que de nouveaux réacteurs soient construits. Mais comme je vous le disais, c'est un discours. La réalité est qu'il faut une évolution de la loi. Et ce débat public a vraiment vocation à éclairer les parlementaires. Et comme le Parlement, aujourd'hui, a une grande diversité d'orientation politique, il est évident que cela va peser dans le débat parlementaire. C'est vraiment un point important.

L'autre point qui a semé le trouble et que nous entendons souvent, c'est le projet de loi d'accélération du nucléaire, qui a été... je ne sais pas s'il n'est pas déjà en consultation. Mais en réalité, il n'aura aucun impact, en tout cas sur ces projets, puisqu'ils ne concernent que des procédures et ne concernent pas du tout le débat qui est le cœur de notre débat : est-ce qu'il faut ou est-ce qu'il ne faut pas lancer ce nouveau programme et donc construire de nouveaux réacteurs nucléaires.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci Chantal JOUANNO. Merci d'avoir respecté parfaitement le *timing*. Je vais désormais me tourner vers la régie pour voir si Alice MAZEAUD est avec nous. Alice MAZEAUD est normalement sur Zoom. Je l'invite à faire la connexion.

Bonsoir Alice MAZEAUD. Vous êtes maître de conférence à La Rochelle Université en sciences politiques, et particulièrement spécialisée dans les questions de participation citoyenne. La question que nous voulions vous poser ce soir, c'est justement le fait que la décision ne soit pas prise, est-ce que cela rend ce débat plus utile ? Et est-ce que cela augmente finalement le fait qu'il aura, selon vous, un impact sur la prise de décision ?

Mme Alice MAZEAUD, maître de conférences Université de La Rochelle

La première chose que j'ai envie de dire, pour aller dans le même sens que ce que vient de dire Mme JOUANNO, c'est que nous avons de bonnes raisons de croire que l'affaire est mal embarquée et que le débat aurait donc une utilité limitée ; à la fois parce qu'il y a eu l'annonce présidentielle qui peut effectivement laisser penser que tout est déjà décidé, et à la fois parce que les expériences un peu malheureuses de la CNDP et les limites institutionnelles de son pouvoir, et le fait que nous sommes bien dans une séquence déconnectée de la décision ne sont *a priori* pas vraiment de bon augure.

Et pourtant, je voudrais insister sur deux choses. La première chose, malgré les réserves que nous pouvons avoir, il faut que le débat ait lieu. Il faut que le débat ait lieu parce que, je crois, le débat sur le nucléaire n'est pas seulement une question complexe comme cela a été rappelé dans la séquence introductive, c'est une question qui est fondamentalement politique, fondamentalement démocratique, dans le sens où les décisions qui seront prises sur ce projet, mais aussi plus largement sur la relance du programme nucléaire, vont engager l'avenir du territoire, l'avenir de la société, des générations futures. Les décisions qui vont être prises, plus que d'autres, vont générer des effets d'engrenage, des effets de verrouillage. Il est donc indispensable que la question de l'opportunité de ce programme industrielle puisse être posée.

C'est important, compte tenu des enjeux, que le débat puisse avoir lieu dans de bonnes conditions. Et effectivement, la CNDP a pour rôle de permettre que le débat n'ait pas lieu dans des espaces confinés, dans les réunions techniques, qu'il n'ait pas lieu seulement dans les luttes, dans les invectives, dans les tribunes de presse, mais que cela puisse avoir lieu dans l'échange d'arguments, dans l'affrontement des visions du monde.

Une fois que j'ai dit cela, on pourra me demander : « Pour quoi faire ? Est-ce que cela va peser sur la décision ? » Je crois que la séquence rend possible un effet sur la décision. Premièrement, parce que le contexte est tout de même celui où nous n'avons jamais autant discuté de questions énergétiques et climatiques. Nous sommes vraiment dans une configuration où les opinions sont formées. Le débat a déjà commencé. Et l'enjeu est véritablement de permettre de le structurer, de l'organiser.

Et enfin, surtout, comme cela a été rappelé, il y a une séquence législative qui va s'ouvrir, et elle s'ouvrira dans un contexte nouveau, celui d'une « reparlementarisation » ou en tout cas d'un début de reparlementarisation ». Là, nous pourrions imaginer un espace favorable pour que des parlementaires se fassent les porte-parole de la parole citoyenne ainsi exprimée dans le débat. Finalement, que ce contexte puisse réussir à faire ce que les institutions n'organisent pas, c'est-à-dire réussir à faire que le débat public éclaire directement la fabrique de la loi. Et donc, reconnecter le temps du débat et le temps de la décision.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci Alice MAZEAUD. Chantal JOUANNO, souhaitez-vous réagir par rapport à ce que vous venez d'entendre ?

Mme Chantal JOUANNO, présidente de la Commission nationale du débat public

Merci. J'ai trouvé cela très intéressant. Nous n'avons pas répété cette partie-là, je tiens à le dire. C'est vrai que nous voyons que les débats impactent les décisions, nous avons des statistiques qui le montrent, nous avons fait des évaluations. Et c'est vrai que ce débat a une importance toute particulière, parce que le nucléaire a une charge émotionnelle, politique, symbolique, extrêmement forte dans notre pays. Et là, nous avons une chance et le débat doit avoir lieu pour une raison simple : c'est tout de même aussi l'occasion d'informer tout le monde. C'est vraiment l'occasion d'informer tout le monde sur l'ensemble des enjeux de ce secteur, sur l'énergie, sur comment cela marche, quelles questions cela pose, le retour d'expérience de Flamanville, pourquoi un EPR 2, qu'est-ce qui fonctionne ailleurs. C'est tout de même aussi une vraie opportunité pour l'ensemble des personnes qui vivent en France, de s'informer sur cette question, de se faire leur propre opinion. Après, elles sont libres de participer ou pas. Nous souhaitons vraiment qu'elles participent, les plus nombreuses possible, parce que plus nous avons une grande diversité de participants et d'arguments, plus riche est le débat. Mais dans tous les cas, nous ferons tout pour que ce débat pèse sur la décision, avec un débat le plus diversifié possible.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci Mme JOUANNO, merci Mme MAZEAUD pour vos interventions respectives. Je souligne le parfait respect du *timing*. David, je te repasse la parole à la salle de Dieppe.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci Sofia, merci pour vos interventions. Nous allons avoir un temps d'échange avec vous, le premier. C'est parti. Je propose de prendre trois questions ou observations de la salle, à Dieppe, puis nous en prendrons deux à Paris. Nous interrogerons également Sabine GIRARD, membre de la commission, qui relatera ce qui se dit en ligne. Je vous invite à lever la main et j'essaierai de prendre une diversité de parole. Je vous invite bien sûr à vous présenter, et vous verrez un petit compteur s'afficher, comme vous l'avez vu avec les intervenants à Paris. Allez-y.

M. Henri VANDEWOORT, Maire adjoint

Henri VANDEWOORT, je suis maire adjoint depuis l'année 2020 et je voulais rebondir justement sur ce qui a été dit par les personnes précédentes. Comme je ne suis pas un orateur, je vais m'aider... Je suis maire adjoint de la commune de Brametot, située à vol d'oiseau à 20 km de la centrale de Paluel et à 30 km de la centrale de Penly.

Au regard des 10 temps forts planifiés par l'équipe du débat public de l'EPR 2, j'ai constaté qu'il n'y avait que trois créneaux prévus dans la région. Pourtant, les débats publics s'inscrivent dans un esprit républicain, et cela a bien été répété et souligné à l'instant. Or, il me semblerait pertinent d'intervenir au plus près de la région, via les communautés d'agglomérations ou de communes, sises dans le périmètre défini par la Préfecture en matière de gestion de crise et de la sécurité civile, via notamment la circulaire du 30 juillet 2020, rédigée par le Préfet de Normandie et de la Seine-Maritime.

Pour l'ensemble des communautés de ce périmètre préfectoral sont concernées actuellement 300 communes, ce qui représente 220 283 habitants en 2018. Cette disposition permettrait aux élus des 300 communes de faire écho quant aux avantages et inconvénients au regard des situations énergétiques, environnementales – nous l'avons dit –, et surtout sociales. Et je reprends ce qui a été dit, surtout pour les emplois du territoire et notamment pour les personnes en situation difficile. J'ai eu ce cas notamment.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Vous approchez de vos deux minutes, Monsieur, allez-y.

M. Henri VANDEWOORT, Maire adjoint

Cela veut dire pour répondre aux administrés sollicitant le travail. On vient nous interroger en disant : « Qu'est-ce qu'il pourrait y avoir sur Penly ? Est-ce qu'il y aurait des débouchés ? » Et à titre personnel, je suis donc favorable à l'EPR 2 de Penly.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci pour cette observation. Monsieur, puis Madame ont levé la main.

M. Jean-Jacques LÉTALON, retraité, AEPN (association des écologistes pour le nucléaire)

Bonsoir. Je m'appelle Jean-Jacques LÉTALON, je suis retraité, membre de la commission locale d'information du nucléaire au titre de l'association des écologistes pour le nucléaire. Je dois dire précédemment que je travaillais à EDF, pendant 37 ans, dont 10 à diriger Penly et Paluel.

Pas la peine de faire un dessin, je suis très favorable au projet, et très favorable au débat également. Il est important que les personnes puissent s'exprimer, poser des questions.

Je me rends compte, pour discuter avec les personnes, qu'assez souvent elles se posent de questions et qu'il est nécessaire de leur donner des réponses, d'écouter également leurs avis et de les prendre, s'il y en a qui sont intéressants, dans le cadre du projet.

Par contre, j'ai été un peu surpris, excusez-moi le terme, par la nationalisation du débat. Nous avons beaucoup de temps forts qui se passent loin du site de Penly. Je vais prendre un exemple pour parler et décrire des EPR 2. Pourquoi faut-il aller à Saclay ? Pourquoi n'allons-nous pas à Derchigny Graincourt ou quelque part comme cela ? Les personnes aussi devraient pouvoir avoir ces exposés. Et cela m'a interpellé, je me suis penché un peu sur la question en regardant ce qui s'était passé, par exemple pour des débats sur des éoliennes, celles de l' le d'Oléron ou celles de la Seine-Maritime, et on ne l'a pas jugé utile, alors que les questions auraient été elles aussi intéressantes.

En particulier, ce qui m'interpelle, c'est qu'il y a un grand débat national sur le mix énergétique, qui permet de poser toutes ces questions, que nous aurions pu garder le débat plus concentré en local, et que nous ne l'avons pas fait. Quelque part, cela me g ne un peu.

Et il y a un point également, une demande à la CPDP. J'ai pu lire dans les informations dieppoises, je ne me souviens plus de la date, je crois que c'était le 28 juin, qu'elle avait reçu les associations antinucléaire. Je représente une association pronucl aire, je ne vois pas pourquoi on ne nous reçoit pas. Et je ne suis pas la seule. Merci beaucoup de m'avoir  coute .

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci. Madame avait également levé la main.

Mme Véronique BEREGOVY, conseillère régionale Normandie

Véronique BEREGOVY, conseillère régionale d'Europe  cologie les Verts de Normandie. Faut-il un débat ? Bien sûr. Quand on sait que le lancement du programme électronucléaire des 58 réacteurs en France n'a jamais fait l'objet de débat démocratique, il est en effet important de l'organiser aujourd'hui. Même si, effectivement, nous ne sommes pas dupes, car nous connaissons le lobby et le dogme du nucléaire dans notre pays, qui est d'une puissance assez extrême.

Dernièrement, comme l'a rappelé Mme JOUANNO, le Président a annoncé à Belfort la construction de 6 nouveaux EPR, ainsi qu'à Saint-Nazaire le 22 septembre, la volonté d'accélérer la construction des nouveaux réacteurs pour ne pas perdre de temps. Et pour cela, en effet, d'instaurer des simplifications administratives dérogeant à la loi du littoral et des règles de protection de l'environnement.  videmment, tout cela nous a interpellés, mais malgré cela, nous souhaitons, nous écologistes, militants et élus, participer à ce débat, pour faire une autre parole sur le nucléaire, de partager, d'essayer de démontrer qu'il n'est pas encore trop tard pour faire d'autres choix.

Quelques éléments : le mythe de l'indépendance énergétique est fallacieux, puisque nous importons 100 % de notre uranium. Le mythe d'une énergie bas carbone, c'est occulter toute la chaine industrielle de cette filire, de l'extraction à la gestion des déchets, en passant par la construction des centrales. Le mythe d'une réponse au réchauffement climatique, c'est évacuer la réalité qu'il faudra en fait 15, 20 ans, voire plus si les délais sont rallongés.

Pendant ce temps, sur le plan mondial, les projets solaires, éoliens ont attiré 15 fois plus d'investissements que le nucléaire. 350 milliards de dollars, contre 24 milliards consacrés au nucléaire. Donc, aujourd'hui, les EnR sont plus compétitives que l'énergie nucléaire et fossile sur la majorité des marchés, car elles sont moins chères, plus rapides à construire, et beaucoup d'emplois à la clé, car nous aussi, les écologistes, nous pensons bien évidemment aux salariés. Alors, attention à ne pas rester trop longtemps à contre-courant. Je vous remercie.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci à vous. Je vais proposer à M. BADRÉ de bien vouloir réagir à ces trois observations qui s'adressent à la Commission particulière.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Oui, les deux premières interventions avaient un point commun, m'a-t-il semblé, sur ce que le deuxième intervenant a appelé la nationalisation du débat, et le regret que vous avez exprimé en disant qu'il n'y avait pas assez de séances locales. Je voudrais juste rappeler d'abord ce qui nous a conduits à cet équilibre, dont nous pouvons penser qu'il n'est pas assez bien équilibré, mais enfin nous avons essayé tout de même – je l'ai rappelé tout à l'heure et EDF n'a pas dit le contraire –, c'est qu'il y a   la fois un aspect de programme, qui est national par définition, et un aspect de projet. Si vous regardez le dossier du maître d'ouvrage qui a été présenté par EDF, nous comprenons très bien en lisant ce dossier, et en écoulant tout ce qui se dit, que si la démarche avait consisté uniquement à faire deux réacteurs à Penly et s'arrêter, la démarche n'avait pas beaucoup de signification. Nous sommes donc conduits à gérer les deux.

Maintenant, je comprends très bien, et nous avons tous compris, je crois, dans la commission, qu'il fallait évidemment traiter les impacts locaux que vous avez rappelés. Quand on se fie uniquement à la liste de nos 10 temps forts, qui sont en fait 11 si vous les comptez bien sur le papier, cela n'est que les temps forts. Mais par exemple, par rapport à ce que l'on a appelé nos questions numéro 5 et 6, les impacts environnementaux, territoriaux d'une part, et sociaux d'autre part, il y a tout un travail de préparation avant, qui comporte une foule de réunions avec les groupes d'élus, avec les représentants des entreprises, avec des groupes de jeunes. Par exemple, nous demandons un avis au Conseil régional de la jeunesse de Normandie. Cela n'apparaît pas dans notre liste de questions, mais c'est bien un enjeu local ou territorial que nous essayons d'intégrer par là.

Est-ce que l'équilibre est parfait ? Sans doute pas. En tout cas, nous avons bien essayé de dire que nous traitons à la fois des questions locales et des questions nationales.

Pour être plus précis sur la question de la nationalisation du débat, je ferai référence à l'une des choses qui a été dite tout à l'heure dans les interventions initiales : ce débat nous engage pour un siècle, à peu près, entre le temps de construction, le temps d'exploitation, plus le temps du démantèlement. Je ne parle pas du temps de la gestion des déchets, qui est encore autre chose. Mais rien que cela, vous êtes déjà à la louche à un siècle. Cela veut dire qu'il y a des enjeux de réversibilité ou d'irréversibilité qui ne sont, par exemple, pas du tout les mêmes que sur la comparaison avec les éoliennes que vous avez faite tout à l'heure, Monsieur. Cela ne veut pas dire que l'un des sujets est important et que l'autre ne l'est pas. Cela veut dire que l'approche territoriale ou non territoriale nous semble ne pas être tout à fait la même. Mais la question centrale – c'est ce que j'évoquais à l'instant à propos de la première intervention – est que nous avons à la fois des enjeux locaux qu'il faut traiter, des enjeux nationaux, globaux qu'il faut traiter aussi. C'est ce que nous essaierons de faire pendant ce débat.

Sur l'intervention de Mme BEREGOVOY, tout ce que vous avez dit, me semble-t-il, correspond à peu près à ce que nous avons list  dans plusieurs de nos questions de débat. Quand nous parlons de l'opportunité du programme, nous commençons par des choses très générales. Nous allons parler du bilan carbone, de l'autonomie. Vous avez parlé de ces deux sujets. Nous allons parler du fait qu'une méthode permet plus facilement ou moins facilement de faire face à des variations de demandes. Nous allons parler de l'économie, évidemment, le fait de savoir si tout cela coûtera plus cher ou moins cher pour les consommateurs et consommatrices que nous sommes tous. C'est une question évidemment centrale. C'est tout ce que nous essaierons de traiter, pas ce soir, mais dans nos questions qui étaient listées tout à l'heure à l'écran. Et nous sommes en plein dans le sujet, c'est ce que nous essaierons de faire dans les semaines ou mois qui viennent.

débat public organisé par

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci M. BADRÉ. J'ajoute qu'en fin de réunion nous aurons aussi une présentation des modalités précises de débat avec, au-delà des temps forts, ce qui se passe dans le territoire, dans votre territoire. Parce qu'il n'y a pas que ces questions, mais il y a aussi d'autres opérations qui sont prévues.

Je vois plusieurs mains levées, mais vous me voyez obligé de passer la parole à Paris. Je passe la parole à Sofia pour relayer deux observations depuis Paris.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Nous avons quelques interventions, nous allons en prendre deux ici à Paris, puis je donnerai la parole à Sabine GIRARD. Allez-y, Monsieur. Je vous invite à vous présenter.

M. Maxime LAISNEY, député Seine-et-Marne

Merci. Maxime LAISNEY, je suis député de Seine-et-Marne et j'appartiens au groupe France Insoumise NUPES. D'abord, je voulais saluer l'équipe qui organise, CPDP, notamment Michel BADRÉ que j'ai eu la joie de rencontrer avec son équipe il y a quelques semaines. Je trouve courageux de leur part d'avoir élargi justement à tous les enjeux du nucléaire. Et j'ai un petit désaccord avec certaines des prises de parole qui ont eu lieu avant. C'est un débat national et il faut que le débat puisse se tenir partout, y compris au-delà de la région concernée par l'installation de peut-être deux nouveaux EPR précisément, parce que je n'en veux pas, ni au citoyen, ni aux élus de la région, mais forcément la question sociale prend un peu le pas sur le reste des enjeux.

Je dis tout de suite qu'en tant que membre du groupe de la France Insoumise, nous sommes pour un scénario 100 % énergies renouvelables à l'horizon 2050. C'est un des scénarios proposés par RTE. Je n'en dis pas plus, puisqu'il y aura un autre débat pour cela.

Il y a tout de même une question de calendrier, on l'a rappelé. Là, nous sommes dans le CPDP sur l'opportunité du nucléaire et des 2 EPR   Penly. Il y a une concertation sur le mix énergétique qui vient d'être lancée, qui se termine le 31 décembre. Mais il y a aussi un contexte parlementaire avec déjà au mois de juillet un projet de loi sur le pouvoir d'achat, où sur 20 articles, 10 concernaient l'énergie. Nous allons débattre d'un projet de loi sur les renouvelables à partir du mois de novembre. Il est déjà en discussion au Sénat et nous avons un projet de loi sur l'accélération du nucléaire, à partir de janvier, qui a forcément un rapport avec la relance du nucléaire, puisqu'il s'agit d'accélération. Et nous l'avons dit tout à l'heure, la PPE (programmation pluriannuelle de l'énergie), qui doit être faite cet été. Plus le discours de Belfort de M. MACRON, où il annonce 6 nouveaux EPR, plus 8 en option. Donc, forcément, quand on dit plus 8 en option, on se dit que, pour les 6, la décision est déjà prise. Je comprends le sentiment des Français là-dessus.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Je vais vous inviter à conclure, Monsieur.

M. Maxime LAISNEY, député Seine-et-Marne

Je vais conclure. Hier, nous avons invité Luc R MONT, qui va être le nouveau président d'EDF, et pour lui, cela ne fait aucun doute que nous allons relancer le nucléaire. Je pense qu'il aurait fallu reprendre un peu tout cela dans l'ordre. Je ne vous refais pas l'ordre, parce que je dois conclure. Mais il y a aussi une question sur la décision et peut-être qu'il faudra aller, à la fin, sur un référendum aussi sur le choix du nucléaire.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci beaucoup. Je vais prendre une autre intervention. S'il y a une femme aussi qui veut s'exprimer dans l'assistance pour essayer de privilégier autant que possible un principe de parité, n'hésitez pas, Mesdames. Voilà, parfait. Je vous invite à vous présenter aussi et à respecter les 2 minutes. Merci.

Mme Zélie VICTOR, réseau Action Climat

Zélie VICTOR, du Réseau Action Climat. Nous avons également la nécessité d'avoir un débat. Cependant, nous nous interrogeons sur les nombreux débats qui ont lieu en même temps et cette idée de potentiellement avoir un peu une politique du fait accompli, que ce soit dans les objectifs annoncés, certains renoncements par exemple sur l'éolien terrestre et autre, en même temps qu'un débat sur le nucléaire. Donc, nous aimerions beaucoup de clarté sur ce qui va être vraiment décidé, à quel moment les décisions sont prises, par qui et comment, sur quels points, notamment par rapport à une loi d'accélération du nucléaire, l'opportunité que cela peut avoir d'accélérer avant même d'avoir décidé ou pas de continuer. Et de ne pas mélanger non plus les différents enjeux, que ce soit la crise énergétique qui est vraiment du court terme, sur les prochains mois et les prochaines années, et le nucléaire sur le plus long terme.

Nous voudrions rappeler aussi la possibilité d'avoir un vrai choix, puisque RTE, l'ADEME ne nous proposent non pas un seul scénario renouvelable, mais jusqu'à trois. Et pour l'ADEME, à plusieurs pourcentages aussi. C'est un vrai choix, qui n'est pas seulement technique, mais un choix de société politique, que nous aurons à discuter dans les différentes instances sur les prochains mois. Donc, l'opportunité du projet sera à décider.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci beaucoup pour cette intervention. Avant de passer la parole à Sabine GIRARD, qui va relayer les questions YouTube, je me tourne vers la salle de Dieppe, vers vous, Michel BADRÉ. Est-ce que vous avez une réaction par rapport à ce qui vient d'être dit, sur l'impact sur la prise de décision ?

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Le *timing* a un peu dérapé, Sofia. Je te propose de passer la parole à Sabine GIRARD, et nous ferons réagir M. BADRÉ juste après, pour passer au temps 2. Nous avons des intervenants, des parties prenantes qui doivent venir aussi nous présenter leur point de vue sur ce dossier. Et bien sûr, la parole sera redonnée à la salle après. Nous avons un temps d'échange plus long encore après, je tiens à vous rassurer.

Mme Sabine GIRARD, membre de la Commission particulière du débat public

Tout d'abord, il faut savoir qu'il y a beaucoup de monde sur internet. Nous sommes à 979 vues et à peu près 300 personnes en ligne en permanence, en même temps, et qui *chatent* beaucoup. Beaucoup de questions techniques au début, qui ont été réglées, et qui nous empêchent d'avoir fait le brise-glace avec eux. Nous ne savons donc pas exactement qui est derrière ces écrans. Probablement une grande diversité. Il y a eu beaucoup d'échanges et de questions techniques. Il y a la possibilité de relayer toutes ces questions sur internet, sur la plateforme, et le maître d'ouvrage y répondra. Il y a aussi tous les temps forts qui arrivent et qui pourront répondre à ces nombreuses questions, qui portent autant sur : quelle est la nouvelle technologie d'EPR ? Quel est le cycle des combustibles ? Beaucoup de questions aussi autour du changement climatique, des questions liées notamment aux sécheresses, etc. Beaucoup de remarques aussi. Parmi les remarques qui ont été posées, par exemple, il y en a une qui dit : « Nous avons dérapé d'un débat sur le pourquoi du projet à un débat sur le comment et avec qui ? » On peut se poser la question et répondre si c'est le cas.

Et je vais relayer deux questions aussi, qui portent vraiment sur le cœur de notre sujet. La première est : «Sauf erreur de ma part, le Président MACRON n'a pas parlé de l'ouverture de ce débat, lors de son intervention télévisée hier. Est-ce étonnant ? » Et une seconde question : «Pourquoi le nucléaire est-il le seul mis en débat de manière globale ? Pourquoi n'aborde-t-on pas aussi, par un débat global, les autres énergies, notamment les énergies renouvelables ? » Voilà deux questions fort intéressantes.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci beaucoup, Sabine. Nous allons laisser Dieppe réagir.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci Sofia. J'invite M. BADRÉ effectivement à réagir aux observations de Paris et en ligne, rapidement, avant que nous puissions passer au temps 2, si vous le voulez bien.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Je vais commencer très rapidement par la toute dernière question concernant l'intervention du Président de la République, hier. Je n'ai pas la réponse. Pourquoi n'en a-t-il pas parlé ? Peut-être qu'il a oublié. Je n'ai pas la réponse.

Je reviens aux autres questions en allant plus sur le fond. Effectivement, plusieurs des questions portaient sur le processus de décision. Cela a été abordé par Chantal JOUANNO, par moi-même tout au début. Nous sommes vraiment au cœur de tout ce mécanisme de débat public. Le débat ne sert que si les décisions ne sont pas encore prises. Si les décisions sont déjà prises, ce n'est pas vraiment utile de débattre. En revanche, le fait de structurer toute notre organisation de débat, pour que les parlementaires, lorsqu'ils auront voté la loi énergie climat en 2023, aient des éléments de décision à disposition, qui soient aussi complets que possible. C'est cela que nous essayons de faire.

Monsieur le Député LAISNEY a parlé de la possibilité de faire un référendum. Moi, je n'ai pas d'avis sur le sujet. Enfin, si j'en avais un, je me garderais bien de le dire. Je crois que je n'ai aucune légitimité à le dire. Avant, à l'amont, si une telle décision était prise, le fait que toutes les questions soient bien posées, que nous ayons été au fond des sujets, cela me paraît vraiment important. Ensuite, il appartiendra au Parlement ou au Président de la République de voir quelle est la modalité.

La deuxième intervention citait – et c'est bien une de nos préoccupations – les très nombreux débats, concertations, projets de loi qui se télescopent et dans lesquels, même lorsque l'on est assez familiers avec ce genre de démarche, c'est compliqué de comprendre. Donc, pour le citoyen à qui l'on ne peut pas reprocher de ne pas faire la différence entre un projet de loi sur l'accélération des procédures nucléaires et une loi énergie climat à l'été 2023, ce n'est pas très simple. Nous essayons d'expliquer tout cela, nous essayons surtout d'arriver à ce que les questions posées par vous, par toutes les personnes qui participeront soient traduites correctement et soient creusées à fond pour que tout cela puisse servir.

Je terminerai juste par un mot. Sabine GIRARD a évoqué les questions techniques qui étaient posées via internet. Nous nous sommes beaucoup posé cette question depuis le début, en disant que, forcément, il y avait des aspects techniques dans ce débat, c'est évident, et cela saute aux yeux. Nous avons engagé une démarche sur laquelle nous reviendrons très brièvement tout à l'heure, que nous avons appelée de clarification des controverses, qui est destinée à ce que les experts techniques, quel que soit leur sentiment, plutôt pronucléaire ou plutôt antinucléaire, mettent à plat leur argumentation dans un langage lisible et compréhensible par des non-spécialistes, pour que, dans le débat, tout cela puisse servir et que nous ne soyons pas simplement dans des batailles de jargon dans lesquelles tout le monde décroche au bout de deux phrases. Nous travaillons donc là-dessus.

Les documents produits seront prêts, d'ici une quinzaine de jours à peu près. Ils seront rendus publics évidemment, pour pouvoir être utilisés par tout le monde. Voilà tout ce que je peux dire à ce stade, pour ne pas être trop long.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci M. BADRÉ. J'ai vu qu'il y avait plusieurs mains levées, je les retiens pour tout à l'heure, je vous promets. Je sais que vous êtes nombreuses et nombreux à vouloir vous exprimer. Je vous propose que nous passions à la séquence 2. Ne vous inquiétez pas, il y a du temps d'échange après. Nous sommes là pour cela et nous sommes partis pour 4 mois. Nous avons une séquence «À quoi sert ce débat? Qu'en attendent les parties prenantes?» Nous souhaiterions inviter, ici à Dieppe, M. BOUTIN de France Nature Environnement, et M. JUMEL, député. Et nous aurons à Paris M. DELALONDE de l'ANCCLI, Mme MIJEON du réseau Sortir du Nucléaire, et M. URSAT d'EDF, qui vont rejoindre Sofia également à la tribune. Et nous avons quelques questions à vous poser pour entendre ce que vous attendez de ce débat public.

Nous prenons les intervenants par ordre alphabétique. La parole va être donnée à M. BOUTIN de France Nature Environnement en premier. M. BOUTIN, en tant que représentant de cette fédération France Nature Environnement, qu'est-ce qui vous fera dire, dans 4 mois ou plus tard, que ce débat a été utile à la société?

M. Dominique BOUTIN, France Nature Environnement

À quoi va servir ce débat? Puisque c'est le thème de la soirée, nous nous sommes appliqués, à France Nature Environnement, à expliquer pourquoi c'est une bonne question. Parce qu'il apparaît pour beaucoup que les choses paraissent déjà arrêtées à travers de multiples affirmations répétées, une sorte de méthode Coué, mais qui va se heurter à beaucoup d'obstacles. Nous en avons déjà cité un certain nombre, et pas des plus simples.

Nous trouvons, nous, que ce débat est vraiment nécessaire, sera utile pour éclairer nos concitoyens sur les enjeux majeurs pour l'ensemble du pays, et pas simplement pour la région de Penly. Cela a été dit, c'est un débat national, parce qu'en tant que contribuable, moi, j'aurai à payer les EPR de Penly. À partir de là, je me sens concerné, même si je suis à quelques centaines de kilomètres. Il faut tout de même bien en avoir conscience pour tout le monde.

Et j'aurais envie de plagier notre Président de la République qui a dit une très belle chose, je trouve, devant l'ONU : «Ceux qui ne disent rien seront complices.» Et je pense que ces mots-là sont très forts. Et il a eu raison de les prononcer à propos d'autre chose. Mais dans le cadre des débats publics, ceux qui ne disent rien seront complices. En clair, je refuse, nous refusons d'être complices de la poursuite de cette filière qui a démontré son incapacité à répondre économiquement, socialement, techniquement et environnementalement aux enjeux du siècle. Je refuse de cautionner tous les discours, notamment ceux du premier débat sur Penly en 2010, qui se sont révélés absolument obsolètes. Nous allons dire cela ainsi, poliment. On nous avait dit : «Les EPR 2 démarreront après la réalisation de l'EPR de Flamanville, quand il aura démarré.» Nous nous apercevons que nous sommes en train de faire exactement le contraire. Nous ne savons pas si cela va marcher, mais nous continuons. C'est tout de même assez fort.

Relisez ce débat de Penly, c'est intéressant. Nous lisons qu'en 2020, «il y aura 10 EPR en fonctionnement sur la planète». C'est écrit. Alors, à part les Chinois qui balbutient un peu, nous sommes loin des 10. «Le coût de l'énergie sera abordable pour tous.» Alors, je ne vous fais pas de dessin avec les discours que nous avons eus récemment. Il suffit de regarder votre feuille. «Il y aura du travail». Apparemment, non, puisqu'il n'y en a pas assez. Bref, j'aimerais bien que tous ces mauvais prophètes reconnaissent déjà leurs erreurs dans ce débat. Cela permettra peut-être de ne pas en faire d'autres, enfin, on peut espérer.

Je refuse d'être complice de l'incroyable gabegie économique qui, de fait, va retomber sur le dos du contribuable. Donc, j'insiste bien, parce qu'en même temps que nous faisons cette opération, nous nationalisons pour éponger la dette de je ne sais pas combien de milliards. Et ce matin, EDF nous a dit à la radio qu'il en prenait 5 de plus pour les 6 premiers mois, à cause des ennuis qu'il a eus. Et maintenant, c'est l'État. Non, ce n'est pas l'État. L'État, c'est nous, c'est nos impôts. Et cela ne peut pas aller, d'un côté, de dire : « Il faut relancer cette affaire-là », et d'un autre côté, de faire des marches dans la rue, contre la vie chère, contre les feuilles d'énergie, les redevances, etc. Il y a une incohérence sociale, qui est tout de même très forte.

Puis, l'autre problème qui nous pose question à la FNE est que tout l'argent que nous mettrons là-dedans, nous ne le mettrons pas sur la sobriété. C'est un problème budgétaire de l'État. Nous voyons bien que ce qui est annoncé ira à l'encontre de ce que nous pourrions mettre. Je ne parle pas des énergies renouvelables, je parle bien de la sobriété, c'est-à-dire des conditions sociales pour nos concitoyens.

Nous allons rappeler aussi quelque chose qui nous échappe un peu, mais qui est intéressant. Selon les 17 critères du développement durable de l'ONU, l'énergie nucléaire est la moins bien placée pour répondre aux défis du siècle. Nous sommes loin. Mais il faut tout de même relire cela, parce qu'autrement c'est un peu trop simple.

En clair, ce n'est pas un hasard si cette filière énergétique s'écroule mondialement, représentant à peu près 3 % de l'énergie disponible il y a 10 ans, à la louche. Là, nous pouvons rentrer dans le détail. Et aujourd'hui, elle n'est plus qu'à 2 % seulement, voire inférieure – nous n'arrivons pas trop à savoir. Au regard de la seule électricité, les valeurs étaient de 17 % de l'électricité mondiale il y a à peu près une dizaine d'années. Elle est tombée en dessous des 10 % cette année. Cela veut dire que les investisseurs privés ont compris depuis longtemps que ce n'était pas une solution, au moins économique.

Je refuse d'être complice de l'imbroglio technologique dans lequel s'est enfoncée la filière. Les incompétences additionnées, les malfaçons accompagnées de plus en plus par des falsifications. Les falsifications sur Creusot sont toujours impunies. Là, c'était même la documentation technique. Nous pouvons en parler de la falsification. L'aventure des corrosions sous contrainte était prévisible. M. Marcel BOITEUX nous en a parlé il n'y a pas si longtemps. Depuis les années 80, ils savaient que cela fonctionnerait si nous prolongeons les réacteurs au-delà de 30 ans. Ce n'est pas une invention.

Je refuse d'être complice des conditions de travail qui se dégradent dans la filière, des salaires incohérents au regard des risques encourus, du développement de l'exposition dosimétrique demandée par les sous-traitants. Cela est absolument inqualifiable. C'est inqualifiable de mettre des salariés avec des risques de dosimétrie supplémentaires. Ce n'est pas pensable. Je ne comprends pas que l'on défende même ce genre d'emplois. Enfin, bref.

Aussi, il ne faudrait peut-être pas oublier qu'il y a des appels d'offres. L'emploi fonctionne par appel d'offres.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

M. BOUTIN, je vais vous inviter à conclure, s'il vous plaît. Vous approchez les 7 minutes.

M. Dominique BOUTIN, France Nature Environnement

Est-ce qu'il faut rappeler que, pour construire, l'EPR de Flamanville, nous avons embauché 700 Polonais, via une boîte irlandaise. Ce n'est pas une invention, c'est une réalité. On me dit que c'est de l'histoire ancienne, pas du tout. À Chooz en ce moment, c'est les Allemands qui sont en train de démanteler le réacteur de Chooz. Et les Américains viennent au secours pour les soudures. Alors, lorsque l'on parle de développement de l'emploi local, il faut tout de même regarder les choses en face.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

M. BOUTIN, je suis désolé, nous arrivons à 7,30 minutes. Juste une phrase et je vais devoir passer la parole à Paris pour une deuxième intervention. Je vous laisse une dernière phrase, peut-être un mot de conclusion.

M. Dominique BOUTIN, France Nature Environnement

Donc, je vais un peu plus vite.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Pas plus vite, une phrase s'il vous plait.

M. Dominique BOUTIN, France Nature Environnement

D'accord. Je me refuse d'être complice de la dégradation chronique de l'environnement dans le rapport, très bien fait, d'EDF sur l'environnement. Il est bien avoué qu'il y a 33 milliards de m² d'eau qui sont prélevés dans l'environnement par an – c'est eux qui l'écrivent. Et ils disent effectivement : « Nous en rejetons 40 %, nous les restituons. » Mais dans quelles conditions de dégradation ? Ce n'est pas possible.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

M. BOUTIN, vraiment, nous sommes à 8 minutes, je dois passer la parole à Paris. Je vous remercie de votre intervention. Je pense qu'elle est plus longue, je vous invite vraiment à nous la communiquer pour qu'elle soit publiée et que tous vos propos soient partagés. Je suis désolé.

M. Dominique BOUTIN, France Nature Environnement

Nous continuerons. C'est tous les thèmes que nous allons aborder. Et le 12 décembre, nous aborderons ce thème de l'environnement à Caen.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Très bien, merci M. BOUTIN. Je passe la parole à Paris pour une deuxième intervention de Jean-Claude DELALONDE, président de l'ANCCLI. J'ai utilisé un acronyme que je n'ai pas explicité, donc je me corrige. C'est l'association nationale des comités et commissions locales d'information. Sofia, je te passe la parole pour une intervention à Paris.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci. M. DELALONDE, bonsoir. Une question, en votre qualité justement de président de l'ANCCLI – l'association nationale des comités et commissions locales d'information autour des installations nucléaires, il faut le préciser –, comment voyez-vous finalement la place qui est ouverte à un débat avec les publics, après les annonces dont nous avons parlé tout à l'heure, à la fois présidentielle et ministérielle, autour du lancement d'un nouveau programme de réacteurs et de son accélération. Et je vais aussi vous inviter aux 7 minutes.

M. Jean-Claude DELALONDE, ANCCLI

Si mon intervention dure 8 minutes, laissez-moi aller jusqu'au bout. Pour répondre à votre question, j'aimerais bien connaître la position du Président de la République et du gouvernement sur leur intention sincère à respecter les engagements de la convention d'Aarhus et de la charte de l'environnement, qui plébiscitent la participation du public dans le processus de décision, un principe qui est inscrit dans notre constitution. Quelques fois en les entendant, ou en ne les entendant pas comme hier, je me pose une question sur la réalité de ce respect.

Madame la Présidente, au mois d'avril, je suis venu vous voir pour vous signaler l'inquiétude de l'ANCCLI au télescopage des débats publics probable en avril, notamment sur celui relatif à la politique énergétique et sur celui de l'EPR 2, sans compter toutes les sollicitations dont font l'objet les citoyens essaimés sur tout le territoire, avec les VD4 900, les VD 1300, etc. Et tout cela, dans un temps toujours très court.

Notre pr occupacion première à l'ANCCLI est que la parole soit bien donnée aux citoyens et aux riverains des installations nucléaires qui s'interrogent sur la venue d'EPR sur leur territoire. Même s'ils sont conscients que le contexte énergétique actuel et géopolitique nécessite une indépendance plus grande en approvisionnement énergétique.

Notre pr occupacion à l'ANCCLI est que la transparence et le principe de participation soient bien respectés et que les d s ne soient pas d'ores et déjà jetés ou pipés. C'est toute la difficulté de ce débat et de répondre à votre question, et de sa perception par les citoyens français. Et je m'interroge vraiment de savoir si les conditions d'une participation honnête demand e peuvent influencer sur la décision finale qui semble effectivement, dans la tête de beaucoup, déjà prise, décision où seront bien réunies toutes les conditions.

Le débat qui devait avoir lieu sur la politique énergétique française n'a pas eu lieu encore. Il avait pourtant été annoncé. Le gouvernement a indiqué qu'il mènerait une concertation au printemps dernier et qu'il donnerait communication sur les conditions de cette concertation. Nous venons d'apprendre, il y a deux jours, du moins en ce qui me concerne, et je suis très impliqué dans le nucléaire, par une vidéo que j'ai vue de la ministre RUNACHER, que la concertation était lancée depuis le 20 octobre. Et aucune communication.

J'ai bien lu, Madame la Présidente, dans une intervention récente que j'ai sous les yeux –  ventuellement, je la reprendrai –, que vous êtes intervenue sur le sujet en précisant que, pour vous, l'enjeu de la publicité faite autour de ces consultations est crucial, sera crucial. Et au ministère, on annonce une campagne de communication. L'énergie – c'est Mme MAZEAUD qui l'a dit tout à l'heure, c'est peut-être une reprise de ce que j'ai sous les yeux – a rarement été au cœur des débats, donc on pense au ministère, on pense et on espère, qu'il y aura une appétence pour ces débats. Et en tout cas, au ministère, on fera tout pour. OK. Quand le fera-t-on? Quand le débat sur la concertation sera terminé? C'est le 31 décembre, c'est prochainement. Comment voulez-vous vraiment intéresser le public avec des positions comme cela? Moi, j'aurais effectivement aimé... Vous imaginez si, hier, le Président de la République, dans un élan d'appel à la démocratie, avait dit en 3 secondes: «Je vous invite à participer au débat public, à la concertation», mais tout le monde se serait précipité sur internet pour savoir de quoi il s'agit. Et peut-être qu'il y aurait eu un afflux partout. Mais rien de tout cela. Rien.

Notre pr occupacion à l'ANCCLI est aussi de nous interroger sur un avant-projet – vous en avez parlé, Madame la Présidente – de loi sur l'accélération des procédures nucléaires qui est sorti de l'orée du bois et a fuité effectivement il y a une quinzaine de jours, et sur lequel le bureau de l'ANCCLI a cru bon devoir s'inquiéter. Ce matin, j'ai participé avec d'autres personnes d'EDF à une audition de l'OPEX. J'ai été très heureux de savoir que l'OPEX partageait complètement notre point de vue. J'en suis ravi. Peut-être qu'ils auront l'occasion, au moment où cela viendra au Parlement, de dire: «Mais attendez, si cela ne sert à rien...» parce que vous avez dit qu'*a priori* il n'y aura pas de changement. Mais si l'on change les procédures, c'est pour quelque chose.

C'est effectivement un des enjeux pour lequel, en ce qui nous concerne, nous sommes inquiets. Nous comprenons bien qu'il faut aller vite. Mais attention, c'est une phrase que j'ai lue souvent depuis quelque temps: l'urgence d'une solution est-elle une solution?

Que cela soit pour la prolongation de vie des installations nucléaires, que cela soit pour les EPR, que cela soit pour le nouveau nucléaire, aidé de ces fameuses procédures accélérées, notre inquiétude – même si *a priori*, cela peut ne servir à rien, mais alors pourquoi les changer? – cela concerne les capacités des acteurs du nucléaire, les exploitants, l'ASN, l'IRSN, à pouvoir tenir la cadence de dossiers soumis à instruction et à expertise. Sauf si, comme cela a été dit par un député du Rassemblement national ce matin, à l'Assemblée nationale, est-ce que nous ne ferions pas un peu trop d'excès de zèle en demandant des procédures, des contrôles, en faisant des débats? Cela m'inquiète, cela nous inquiète pour le moins. Parce que c'est engendrer, cette accélération, une forte pression qui va forcément avoir des conséquences pour nous sur la sûreté. Or, pour l'ANCCLI, quelle que soit notre vision pour ou contre le nucléaire, la sûreté est une priorité. Et elle ne peut pas être mise sous contraintes.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

M. DELALONDE, je vais vous inviter à conclure.

M. Jean-Claude DELALONDE, ANCCLI

Je m'excuse. Je comprends, mais je m'excuse. Nous ne sommes plus dans un discours pro ou anti, comme nous pouvions encore l'entendre il y a 10 ou 15 ans. Aujourd'hui, tout le monde s'inquiète de notre avenir et de notre indépendance énergétique. Le nucléaire est peut-être une partie de la solution, vraisemblablement une partie de la solution. Et c'est bien au gouvernement d'en décider. Et cela, je crois que personne ne peut le contester. Nous sommes des légitimistes.

Mais l'ANCCLI souhaite veiller à la transparence, à la participation, au maintien des plus hauts niveaux de sûreté. Quel choix feraient les décideurs politiques si le débat public montre une inquiétude forte au financement de ces investissements, une crainte sur le maintien de la sûreté ou encore une interrogation sur le besoin du nouveau nucléaire?

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

M. DELALONDE, je suis désolée, nous allons devoir repasser à Dieppe.

M. Jean-Claude DELALONDE, ANCCLI

Sincèrement, le contexte n'a jamais été aussi tendu et difficile. Nous demandons à la population d'être résiliente.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

M. DELALONDE, je suis avec M. JUMEL à qui je dois passer la parole.

M. Jean-Claude DELALONDE, ANCCLI

Je termine par une phrase. On demande à la population d'être résiliente...

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Je pense que vous avez malheureusement dépassé. Une phrase, merci Monsieur.

M. Jean-Claude DELALONDE, ANCCLI

Une phrase. On demande à la population d'être résiliente. Je pense effectivement que ce débat est nécessaire, il est très important et il doit servir à nos gouvernants. Il doit leur servir à ne pas commettre d'erreurs. Mais attention, s'ils ne tiennent pas compte des avis, des idées, des bonnes idées de la population dans ce débat, la résilience de nos gouvernements à devoir supporter le poids de leurs erreurs ne pourra pas être partagée avec les citoyens.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci M. DELALONDE. Vous avez fait plusieurs phrases en une, j'ai l'impression, mais merci pour vos propos. Je suis désolé, mais il est important que nous gardions du temps d'échange avec le public...

M. Jean-Claude DELALONDE, ANCCLI

Moi aussi, je suis désolé, parce que si vous coupez la parole aux intervenants, le débat risque de tourner court.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

... puisque nous avons une grande soirée d'inauguration avec beaucoup de temps d'échange. Je vous remercie pour votre intervention qui était très riche et dense, mais vraiment je souhaiterais passer la parole à M. JUMEL. Vous êtes députés de la circonscription de Penly. Pourriez-vous nous dire à quelle question vous souhaitez que le débat apporte des réponses ?

M. Sébastien JUMEL, député Seine-Maritime

Bonsoir à vous. D'abord, sur l'intérêt du débat, il est évident, il a commencé. L'intérêt du débat, c'est de recueillir l'expertise citoyenne, celle des organisations syndicales des agents concernés, des salariés concernés, celle des élus du territoire, chacun d'entre eux a d'ailleurs une légitimité démocratique assurée. Et donc, le débat, c'est confronter des points de vue, échanger des arguments, se nourrir. Et d'une certaine manière, essayer de dégager une décision d'intérêt général.

C'est nourrir aussi la représentation nationale, il va y avoir trois textes fondamentaux, à très court terme, à l'Assemblée. Celui sur l'accélération des procédures et la simplification des procédures sur les EnR, dont personne n'a parlé ce soir. Il semble que cela ne préoccupe pas grand monde dans la salle, mais moi, cela me préoccupe beaucoup. Celui sur l'accélération liée aux productions nucléaires. Et enfin, la PPE qui fixera le cap du mix énergétique pour notre pays.

À quelle question ce débat doit-il répondre ? Le premier enjeu que je voulais poser est, pour moi, que l'énergie n'est pas une marchandise. C'est un bien de première nécessité. Et la période que nous traversons démontre à quel point le coût de l'énergie, l'accès à l'énergie, la continuité de la fourniture d'énergie est vitale pour vivre. Sans énergie, nous ne vivons pas.

La deuxième question qui me préoccupe est : si l'on considère que l'énergie n'est pas une marchandise, c'est juste que le marché s'empare de la politique énergétique. Mon avis est que le marché a fait mal à la politique énergétique publique à l'échelle européenne, à l'échelle nationale, et que, ce faisant, on a dérégulé les prix – on le subit aujourd'hui –, que, ce faisant, on a perdu en vision de long terme, et que, ce faisant, on a abîmé le fleuron industriel construit à la libération dans le sang et les larmes de la libération, en créant le fleuron industriel d'EDF. Est-ce que ce débat sera aussi l'occasion de faire le bilan des 20 ans de libéralisation qui ont fait mal à l'énergie, au droit à l'énergie ?

Troisième sujet, cela a été dit, la situation internationale démontre à quel point, quand on est dépendant d'autres pour son énergie, c'est un sujet. La question de la dépendance au gaz russe, par exemple, est posée avec force. Est-ce que la souveraineté doit être garantie pour nos concitoyens, pour nos industries, pour la compétitivité de nos industries ? J'ai parlé de coûts tout à l'heure pour les usagers, mais c'est évidemment la même chose pour nos industries. Une énergie qui explose, c'est des industries qui délocalisent. C'est un sujet, évidemment, de préoccupation majeure. La souveraineté énergétique a-t-elle été assurée ces dernières années ? Et comment contribuons-nous à renforcer cette souveraineté ?

Ce sont les sujets macros. Après, les sujets de territoires sont : si un projet de ce calibre se fait, comment le débat fait-il en sorte que ce projet soit exemplaire au plan social, au plan environnemental, au plan démocratique, au plan de la transparence, au plan de toutes les questions qui seront évoquées ? Je considère que, lorsque la logique de marché s'empare d'un mode production énergétique, alors nous faisons des économies sur la maintenance, sur la sûreté, sur la sécurité, y compris sur notre capacité, et quel que soit le mode de production énergétique d'ailleurs.

Parce que lorsque le marché s'empare des EnR, ce n'est pas terrible pour la pêche artisanale, par exemple. Quand le marché s'empare des EnR, il y a des maires qui ont une légitimité, des conseils municipaux qui ont une légitimité, qui ne sont pas d'accord. Comment construit-on cela dans un débat contradictoire ?

Et si le projet se fait, que veut dire « exemplaire au plan social » ? Cela veut dire comment nous faisons en sorte que les appels d'offres qui vont être initiés dans ce projet de paire d'EPR profitent aux emplois qualifiés, aux emplois d'ici, aux emplois de chez nous. Si ce projet se fait, comment veillons-nous   ce que les retombées en termes d'aménagement du territoire soient équilibrées, partagées, discutées,  quitabement réparties ? Comment, si un chantier de ce type se fait – 7 000 emplois vont être nécessaires pour le piloter – fait-on en sorte de ne pas maltraiter les salariés qui le feront, en termes de logement, en termes d'accueil, en termes d'infrastructures, en termes de droits syndicaux, de santé ? Si un projet de ce type se fait, comment fait-on en sorte que les investissements réalisés ne soient pas des *one shot*, mais soient pérennes pour le territoire, profitent au territoire dans la durée et presque dans la durée de l'exploitation des EPR ? Comment fait-on en sorte que les questions de contribution fiscale d'EDF dans le cadre d'un grand projet de ce type participent au financement de projets d'intérêts généraux, dans une démarche d'aménagement équilibré du territoire ? Comment fait-on en sorte que, pendant le chantier, les questions environnementales soient prises en compte ? Je vais en prendre une pour illustrer : nous avons besoin de béton, nous avons besoin de transporter des cailloux pour faire du béton. Est-ce que nous les transportons en train ou par camion ? Comment fait-on en sorte que, dans un projet de ce type, quand les salariés se déplacent, on n'ait pas des norias de voiture, mais peut-être une politique publique de transport pour favoriser le déplacement des salariés et profiter aux habitants du territoire ?

Comment fait-on tout cela, et comment le débat va-t-il nourrir tout cela ? Comment va-t-il nourrir les enjeux nationaux ? Je pense que Chantal JOUANNO que je connais bien – elle a été ministre du Président SARKOZY et je la respecte profondément dans sa manière d'animer le débat – sait que la décision sera prise à partir du débat public, mais d'abord par le Parlement. Cela ne me semble pas illégitime. Et au bout du compte, par le gouvernement, qui devra mettre en œuvre la loi qui aura été votée par le Parlement. C'est  a, la démocratie à laquelle nous sommes attachés et à laquelle, comme député, dans l'écoute, dans le respect, dans le dialogue, je souhaite contribuer en ayant utilisé 7 minutes et 5 secondes.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci beaucoup. Un grand merci d'avoir respecté cette consigne, et pour vos propos. Je passe la parole à Paris pour deux autres interventions. Sofia ?

Mme Sofia ALIAMEY, animatrice Paris

Nous allons entendre d'abord Charlotte MIJEON, qui est porte-parole du réseau Sortir du nucléaire. Le réseau Sortir du nucléaire fédère en France des associations, mais aussi des citoyens qui militent notamment pour l'abandon du nucléaire. Nous l'avons vu, nous l'avons déjà abordé. Finalement, ce débat est le premier qui porte sur l'opportunité même d'un programme de relance du nucléaire. Pourquoi craignez-vous, vous et au sein de votre réseau, que vos arguments ne soient finalement pas entendus ?

J'ajoute une petite règle sur le délai, parce qu'on me l'a fait remonter. Les internautes r lent un peu sur le respect du délai et y sont aussi très vigilants. Donc, merci beaucoup.

Mme Charlotte MIJEON, Sortir du nucléaire

Effectivement, historiquement, le réseau Sortir du nucléaire a toujours été critique vis-à-vis des débats publics sur le nucléaire. Un bon nombre des groupes de notre fédération refusent d'ailleurs d'y participer, par scepticisme envers la procédure ou en raison de leurs doutes sur l'issue et l'utilité même du débat.

En effet, jusqu'ici, nous avons constaté que ces débats, que ce soit pour l'EPR de Flamanville ou pour le projet Cigéo, ne servaient généralement qu'à donner un vernis démocratique à une décision déjà prise. On laissait croire qu'une réelle délibération avait eu lieu. Pour les maîtres d'ouvrage, le débat est avant tout une opération de communication, destinée à mettre en scène l'acceptabilité sociale de leur projet, en offrant une tribune à certaines parties prenantes.

Mais une fois n'est pas coutume – et c'est pour cela que nous acceptons de parler ici –, le but de la CPDP aujourd'hui n'est pas de fournir ce vernis d'acceptabilité sociale à un projet social, mais de réellement questionner son opportunité. Ici, il ne s'agit pas seulement de discuter du projet de 2 EPR à Penly, mais de l'ensemble du programme de construction de 6 nouveaux réacteurs et de ce qu'il implique notamment en termes géopolitiques, climatiques, production de déchets. La CPDP n'a pas la prétention d'organiser un débat décisionnel, décision qui serait prise on ne sait pas trop comment, au nom de qui, au regard de l'ampleur des enjeux, mais de recueillir un maximum d'avis, dont ceux de personnes que l'on entend peu, sans prétendre produire une pseudo synthèse consensuelle. Et ce, dans [mots inaudible] à charge et à décharge est clair. Le vote des parlementaires, qui voteront la prochaine loi énergie climat.

Si nous saluons l'orientation de la CPDP, nous souhaitons souligner les importantes limites de l'exercice. Pourquoi mettre en débat uniquement la construction de ces nouveaux réacteurs, et pas le projet global de relance comprenant la prolongation du fonctionnement de l'ensemble du parc au-delà de 50 ans, ce qui fait d'ailleurs fi des réserves de l'ASN ? Puisqu'Emmanuel MACRON a annoncé unilatéralement vouloir revenir sur les fermetures de 12 réacteurs prévus dans la précédente PPE.

Comment prétendre faire, en 10 séances, le tour d'un sujet aussi vertigineux, qui engagerait la France sur quasiment un siècle, voire des millénaires, si l'on considère la question de déchets ? Comment garantir une information honnête des citoyens, au regard des biais du dossier du maître d'ouvrage qui, dans son interprétation des scénarios de RTE, ignore la variante sobriété et présente la construction de nouveaux réacteurs comme le seul choix rationnel possible.

Comment garantir que ce débat ne se transforme pas en une énième tribune pour l'industrie nucléaire et ses soutiens, dont les moyens de communication sont déjà démesurés, comparés à ceux de la société civile ?

Peut-on espérer que les parlementaires, déjà abreuvés des éléments de langage et des kits de lobbying de l'industrie qui leur offrent un prêt à penser bien commode, se saisissent vraiment du sujet au-delà des clichés ? Et surtout, quel poids peut réellement avoir ce débat, tant que le gouvernement assume, selon l'expression d'Emmanuel MACRON un déploiement à marche forcée du nucléaire ? Alors que les projets de 6 EPR font l'objet de discussions entre EDF et le gouvernement depuis 2018 au moins. Alors que, dès 2019, le gouvernement a envoyé à EDF sa lettre de mission, lui demandant d'attester de sa capacité à construire ces réacteurs. Alors que des appels d'offres ont été passés dès septembre 2019. Alors que des pièces ont déjà été commandées. Alors que le gouvernement prépare une loi pour accélérer la construction de ces réacteurs, quitte à raboter le droit de l'environnement. Alors, certes la CPDP a rappelé au gouvernement qu'il n'avait légalement pas le droit de décider seul de ces constructions, ce choix revenant au parlementaire. Mais s'en soucient-ils vraiment ? Alors qu'ils ont considéré les phases délibératives, et même le vote de la loi de programmation énergétique, comme une pure formalité.

Fait révélateur, une semaine avant le lancement de ce débat, le gouvernement a lui-même lancé sa concertation nationale sur le mix énergétique. Loin d'une véritable consultation sur ce sujet de société, il s'agit d'une pure opération de communication qui vise à présenter les orientations d'Emmanuel MACRON comme incontournables.

Et là, pas question de solliciter l'avis des citoyens sur la relance du nucléaire ou la prolongation des réacteurs promis à fermeture. On leur demande juste de voter pour les priorités dans le cadre de cette relance, sans la remettre en question. Est-ce cela, la démocratie ?

Dans cette situation qui est illisible pour le grand public, comment garantir la mise en œuvre effective de l'article 7 de la charte de l'environnement, qui dispose que toute personne a le droit, dans les conditions et les limites définies par la loi, d'accéder aux informations relatives à l'environnement détenues par les autorités publiques et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement ? Comment les conventions internationales d'Aarhus et d'Espoo peuvent-elles être respectées ?

Cette situation verrouillée où la décision est volée aux citoyens est d'autant plus révoltante au regard de l'état de la filière. Nous constatons un hiatus énorme : d'un côté, les discours de l'industrie nucléaire sur une technologie fiable, performante, disponible, et de l'autre, les faits sont là, près de la moitié du parc, dont la centrale de Penly d'ailleurs, est toujours à l'arrêt, en partie minée par des défauts de corrosion. L'EPR de Flamanville, avec sa litanie de malfaçons, de surcoûts, ses 11 ans de retard, n'est toujours pas en service. Et on prétend maintenant rééditer ce fiasco en 6 exemplaires. Que l'on ne se paye pas de mots sur le prétendu retour d'expérience. Qui peut sérieusement croire que les EPR de Penly seraient livrés à temps, sans malfaçon, sans retard, avec un temps de construction inférieur à celui des réacteurs chinois, sans surcoût ? Qui peut croire à l'échéance de 2035, alors qu'un rapport qui a fuité de l'administration précisait que la mise en service ne pourrait se faire avant 2040, voire 2043 ou 2045 ?

Articuler notre futur énergétique autour de l'hypothétique disponibilité de ces réacteurs, c'est mettre en péril nos objectifs climatiques. C'est une perte de temps et de ressources impardonnable, alors que de nombreux scénarios prouvent la faisabilité du 100 % renouvelable. Si ces réacteurs démarraient un jour, cela signifierait plus de déchets radioactifs à gérer, la poursuite de la pollution radioactive de la Manche, faire perdurer le risque d'accident nucléaire dans un contexte où les phénomènes climatiques extrêmes et les tensions géopolitiques accroissent encore les risques.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Je vais vous demander de conclure, cela fait 7 minutes.

Mme Charlotte MIJEON, Sortir du nucléaire

Dangereuse, chère, polluante, inadaptée face à l'urgence climatique, l'énergie nucléaire n'est pas une solution. C'est une impasse qui nous empêche de nous projeter dans un avenir énergétique sobre, sûr et résilient. Et voici ce sur quoi nous comptons alerter lors de ce débat, même si nous sommes lucides quant au traitement que lui réserve un gouvernement aveuglé par son soutien inconditionnel au nucléaire.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci beaucoup. Nous allons terminer ces interventions par vous, M. URSAT. Vous êtes directeur exécutif au sein d'EDF, en charge de la Direction ingénierie et projet nouveau nucléaire. Finalement, un débat fructueux et utile – on l'a vu, cela a beaucoup été abordé – devrait porter sur des décisions à prendre et non pas des décisions qui seraient déjà prises. En votre qualité ce soir de représentant d'EDF et donc de responsable du projet, pouvez-vous nous dire, selon vous, quelles sont les principales questions ouvertes qui pourraient être abordées au cours de ce débat ?

M. Xavier URSAT, Directeur exécutif groupe en charge de la Direction ingénierie et projets nouveaux nucléaires – EDF

Oui, bien sûr. Merci pour votre question. Bonsoir à toutes et à tous. Je voudrais commencer en disant que je suis très heureux d'être là ce soir à l'ouverture de ce débat public de 4 mois. Cela a été très bien rappelé par le président de la Commission particulière, Michel BADRÉ, à la fois sur le principe de la construction de nouveaux réacteurs en France et sur le projet de Penly.

Je suis très heureux, parce que cela fait très longtemps que je suis convaincu que ces questions de débat, d'échange avec nos concitoyens au niveau national, principe du programme, comme au niveau local, questions autour du projet, sont des questions fondamentales. Cela a été rappelé plusieurs fois, les projets qui sont envisagés sont des projets de très longue durée, qui vont engager industriellement la France, ses territoires et la politique énergétique française pour des décennies. Il me paraît donc absolument fondamental qu'il y ait cette phase de débat.

Nous l'abordons avec deux maîtres mots : humilité et ouverture. Humilité parce qu'en effet nous savons que la tâche est immense, parce que nous avons à tirer parti du retour d'expérience des projets précédents; et ouverture parce que nous avons un vrai besoin, une vraie envie d'écouter et d'entendre ce que nos concitoyens, leurs représentants et tous les corps intermédiaires ont à dire.

Évidemment, nous proposons ce projet avec passion. Nous avons en effet travaillé depuis des années, et si nous ne l'avions pas fait, cela nous aurait été reproché d'ailleurs, à ce que pourrait être un programme nucléaire en France. Nous avons travaillé à ce que cela veut dire en modifications par rapport au projet précédent. Nous avons travaillé avec l'État, pendant un certain temps sur les questions industrielles de structuration de la filière, filière qui avait besoin d'être reconstruite. Nous avons travaillé sur les questions de compétence et c'est probablement le champ le plus important que nous aurions devant nous si ce projet était décidé.

Et nous sommes convaincus, c'est pourquoi nous faisons la proposition à EDF, que réaliser par paire et en série un certain nombre de réacteurs de forte puissance en France est en effet une bonne option, une bonne proposition pour contribuer à l'avenir énergétique de notre pays, à son indépendance énergétique et à la production d'une électricité bas carbone.

Donc, je ne suis pas là ce soir en disant que je peux douter d'une quelconque façon de notre proposition. Je suis passionné par cette proposition et je pense que c'est une proposition qui a beaucoup de sens.

Et en même temps, c'est une proposition qui devra faire l'objet d'une décision – cela a été dit –, qui est une décision de l'État dans ses différentes composantes. Et ce temps du débat public pour éclairer la décision est fondamental.

Je vois en particulier trois choses, qui me paraissent fondamentales dans ce débat. Deux qui tiennent à la dimension nationale du débat et une qui tient à la dimension plus régionale, territoriale du débat, toutes importantes de mon point de vue. La première est que nous avons besoin d'entendre, de dialoguer, de comprendre et de savoir à la fin quelles sont les attentes de nos concitoyens, leurs espoirs dans un programme industriel comme celui-ci, mais aussi leurs craintes ou les sujets sur lesquels ils veulent vraiment que, dans la durée, si la décision est prise, soit entretenu un dialogue et des informations de grande qualité, pour que ce programme, s'il est décidé, voit la concrétisation des sorties du débat public également dans la durée, pendant la réalisation des projets, puis pendant l'exploitation.

La deuxième chose que j'attends – est-ce un espoir totalement idéaliste ? Je n'en sais rien, mais il faut bien vivre d'espoirs aussi – est que nombreux soient ceux qui participeront au débat, qui n'ont pas une idée tranchée avant d'y rentrer. Et je pense que, parfois, nos débats autour du nucléaire, souffrent aussi du fait qu'une très grande majorité des personnes qui y participent sont à fond pour ou à fond contre, et au fond, sortiront des débats avec le même avis que par lequel ils sont rentrés.

Mon espoir, ce soir, et je pense que ce qui a été brossé par Madame la Présidente de la Commission nationale du débat public, Monsieur le Président de la Commission particulière, me donne un espoir en ce sens. C'est que nombreux soient les Français qui puissent participer, qui ont envie de se faire une idée, de se forger une conviction autour de la politique énergétique, sans doute parce qu'on va y toucher, mais surtout autour de la question de construire un nouveau réacteur en France, la façon de les construire et de les exploiter demain. Et donc, que cela puisse être vraiment un moment de partage, d'échange et de meilleure compréhension commune.

Je crois que nous vivons dans un monde dans lequel arriver à rapprocher les points de vue, arriver à comprendre ce qui nous différencie, et arriver à dérouler des projets en ayant cherché de la cohésion est quelque chose de fondamental. Et EDF aborde ce programme et ces projets dans cet état d'esprit.

Ensuite, il y a une dimension locale évidente. Nous n'avons absolument pas l'idée de dire : « Nous allons construire ici ou là deux réacteurs EPR 2 dans une zone bien bornée et le projet s'arrête à la clôture du site. » Nous savons – parce que c'est la mission d'EDF depuis 75 ans, parce que c'est le sens d'EDF de servir les territoires aussi et d'y être bien accueillis – que les questions d'organisation du territoire, les questions sociales, les questions d'organisation logistique et de transport, les questions de logement quand on parle de chantiers qui vont accueillir plusieurs milliers de personnes, les questions d'infrastructures de santé, bref énormément de questions qui font la richesse, la valeur de nos territoires vont être des questions clés autour de nos aménagements.

Et je souhaite tout simplement que ce débat aide EDF et aide l'État, quelque part, qui aura à prendre la décision, à bien appréhender ce qu'il est fondamental de ne pas louper dans le projet de Penly, parce que c'est aussi la composante de ce débat.

Je résumerais cela comme cela, vous voyez, je vais même gagner du temps. Et je vais m'arrêter là, simplement en répétant que nous sommes vraiment dans une logique d'humilité. Je veux vraiment vous le faire partager. Nous avons beaucoup appris des projets précédents. Nous savons le travail qui est à conduire devant nous, et nous sommes vraiment dans cette logique d'ouverture, parce que l'écoute des dimensions que je viens d'exprimer nous tient très à cœur. Nous savons, si l'État décide ces projets, que nous ne les réussirons qu'avec et pour nos concitoyens.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci beaucoup, et merci aux intervenants et intervenantes pour vos diverses présentations. Je repasse la parole à la salle de Dieppe.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Oui, merci à tous les intervenants et les intervenantes pour avoir respecté, dans la quasi-totalité, les temps d'intervention. Nous sommes là pour échanger.

Je tiens à préciser deux choses, nous avons glissé d'une demi-heure. Nous vous proposons de ne pas glisser d'une demi-heure, mais d'essayer de déborder d'un quart d'heure maximum, si cela vous convient. Est-ce que cela vous irait, globalement, pour ne pas trop dérapé ? Parce que nous avons tous des engagements.

Et deuxième chose, la Commission est là vraiment pour vous entendre sur vos attentes vis-à-vis du débat. C'est bien le fil rouge de l'échange. J'ai vu une main tout au fond, Madame après et Monsieur ici.

M. Mathias DUPUIS, CGT

Mathias DUPUIS, je suis secrétaire du syndicat CGT de l'Union locale de Dieppe. En fait, ce que nous attendons du débat, c'est ce que nous allons y apporter. Je rappelle que nous sommes évidemment très attachés surtout au service public, et bien évidemment à EDF. Nous allons faire quelques secondes d'histoire : je rappelle que dans le cadre du Conseil national de la résistance, la création d'EDF a été à l'initiative de la CGT, au travers de Marcel PAUL qui était ministre de l'Industrie à l'époque. Et je tiens à le souligner parce que cela s'oublie souvent. Évidemment, nous sommes pour l'ensemble d'un service public pour tous les métiers qui sont liés aux énergies.

Nous allons donc essayer de peser dans ce débat au travers des toutes les revendications, évidemment en matière sociale, en matière d'infrastructure et en matière de formation, et aussi d'aménagement du territoire. Nous serons un peu plus intéressés par les thèmes 4, 5, 6. Nous laisserons nos camarades du territoire de Flamanville sur le débat sur le retour de la construction de l'EPR et de ce qui n'a pas fonctionné justement. Et c'est sur ces valeurs-là que nous allons travailler, sur des valeurs de droit français, du droit du travail français, parce qu'il faut absolument que les conditions de travail autour du chantier soient respectées de manière la plus responsable socialement.

Je voudrais associer à tout cela l'ensemble des organisations de la CGT et plus particulièrement le syndicat CGT de Penly qui va forcément s'impliquer fortement dans ce dossier. Nous serons, tout au long de ce débat, des acteurs impliqués. Merci.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci de cette intervention.

Mme Liliane DAUMAIN

Bonsoir à tous et toutes. Une remarque qui aurait été meilleure peut-être au début, mais cela ne fait rien. Étant donné les tensions locales entre pro et antinucléaire qui ont été fréquentes depuis les années 70 sans permettre la tenue d'un quelconque débat, dans le cadre de la Commission nationale du débat public, peut-on espérer ici la tenue d'un débat serein ? C'est tout.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci. Nous appelons à cette sérénité. C'est serein, ce soir, me semble-t-il. Monsieur ?

M. Roland PLOUART

Bonjour. Je me présente, je m'appelle Roland PLOUART, j'habite le Petit-Caux. Je suis un ex-élu, pendant 19 ans, je crois, 6 ans au sein de la commune de Saint-Martin-en-Campagne et 13 ans au sein de la commune de Berneval. J'ai entendu le député dire que les élus avaient une valeur démocratique et que ce n'était pas contestable. C'est évident.

Mais comment pouvons-nous, en tant qu'élus, résister à la manne financière qu'EDF nous donne ? Il n'y a qu'à voir le développement de nos petites communes. Je parle de nos communes Penly, Saint-Martin, Berneval, je pense que même Dieppe peut jalouser certains de nos équipements. Il serait donc très difficile de dire non à nos élus. Et forcément, ils les accueillent favorablement.

Maintenant, ce que je veux dire, c'est que nous sacrifions nos générations futures. Pourquoi ? Parce que nos enfants, nos petits-enfants n'auront que les centrales nucléaires, qui ne seront plus en fonctionnement, pour lesquelles il faudra payer le démantèlement, pour lesquelles il faudra gérer les déchets. Et eux n'auront pas l'énergie produite.

Nous, nous avons tout à y gagner. Nous allons construire, pendant cette période de construction il y aura des retombées économiques énormes. Et c'est pour cela que nos élus s'unissent pour l'avoir. Ils vont même se quereller d'ici peu pour en avoir le plus, chacun pour soi, Dieppe peut-être plus que le district de Petit-Caux et ainsi de suite. Mais nos arrières petits-enfants, eux, n'auront rien. C'était le premier thème.

Maintenant, je vois qu'il me reste 20 secondes. D'ailleurs, je dois dire que 2 minutes pour nous, 7 minutes pour vous, ce n'est pas tout à fait démocratique. Les 20 secondes qui vont me rester, c'est : aujourd'hui, nous sommes dans un contexte de guerre. L'Ukraine nous rappelle qu'une guerre est possible à nos portes, à quelques centaines de kilomètres de chez nous. Je voudrais savoir quel est l'impact pour la Normandie, que représenteraient, en cas de conflit majeur, les centrales de Penly, Paluel et Flamanville. Je sais que la Normandie a déjà beaucoup participé à la guerre en juin 44. Si jamais il y avait une guerre, je voulais savoir qu'ont fait nos politiques, et là je m'adresse à Monsieur le Député, Sébastien JUMEL : que ferait-il au gouvernement pour demander qu'il y ait...

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Monsieur, je vais vous demander de conclure.

M. Roland PLOUART

Je finis simplement, je vais prendre la minute que le Monsieur n'a pas prise tout à l'heure.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Allez-y rapidement, une phrase pour conclure, s'il vous plait.

M. Roland PLOUART

Je voulais simplement lui demander ce qu'il fera pour protéger, militairement, notre région avec les centrales qui existent. Et pourquoi, par exemple, n'y a-t-il pas déjà eu un abri atomique construit avec la manne financière que nous avons, plutôt que de mettre des salles partout ?

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci à vous. Nous notons ces questions-là, elles font partie du programme, elles sont déjà annoncées dans le cadre du débat sur les risques. Et nous aurons l'occasion d'y revenir. Je vais passer la parole à Paris. Il y a beaucoup de mains levées en salle, je tiens à le préciser. Nous avons demandé à Paris si vous pouviez relayer une question, rapidement internet, et nous revenons vers vous. Pas d'inquiétude.

Mme Sofia ALIAMEY, animatrice Paris

J'ai une question, une main levée là-bas. Mais il y en a d'autres, il faudra peut-être revenir. Et après, Sabine viendra nous présenter les questions des internautes. Allez-y, Monsieur.

M. Yves MARNIGAC, Institut négaWatt

Bonsoir. Yves MARNIGAC de l'institut négaWatt. Je voudrais d'abord, après avoir entendu M. URSAT, dire une première chose. Ce dont nous avons besoin dans ce débat, c'est de ne pas refaire l'erreur du débat 2005-2006 sur Flamanville où l'on a beaucoup débattu sur la base du passé, au lieu de se projeter. La dernière intervention sur la situation en Ukraine nous rappelle que nous sommes dans un vrai changement au niveau mondial, au niveau national. Et il va falloir poser ce débat dans d'autres termes si nous voulons le poser correctement.

Ensuite, ce que je voulais dire pour l'essentiel, c'est que nous ne sommes pas seulement dans une situation où la décision au sens d'un engagement du Président de la République est confisquée, nous sommes pour moi dans une situation plus grave où il a confisqué dans son discours de Belfort le débat sur l'opportunité même.

Il l'a confisquée à trois niveaux, en prétendant d'abord que les scénarios 100 % renouvelables n'étaient pas possibles et en faisant donc du nucléaire un incontournable. Alors que la réalité aujourd'hui des scénarios est, au contraire, que les renouvelables sont incontournables et le nucléaire est une option. Donc, il faut débattre. Il a fermé ce débat d'opportunité également en dessinant une seule trajectoire très haute de demande électrique, qui n'est évidemment pas la seule option, mais qui lui a servi à justifier la nécessité de ces réacteurs. Puis, il a occulté – c'est le plus grave à mes yeux – toute la dimension sociétale à long terme de ce choix. Il va falloir pouvoir en débattre.

Le deuxième point dont il va falloir aussi pouvoir débattre, c'est évidemment la question des modalités. Moi, je suis frappé par l'évolution du discours de la filière nucléaire qui a, pendant des années, demandé des objectifs en disant que c'était la condition de maintien de ses compétences, et maintenant que les objectifs lui sont fixés, dit qu'elle a besoin d'un plan Marshall – le terme est tout de même loin d'être neutre pour atteindre ses objectifs.

En conclusion, pourquoi pensons-nous que ce débat est important et allons-nous y participer? C'est parce que l'on ne se résout pas tout simplement à une situation où le nucléaire est aujourd'hui à la fois trop faible sans ses positions pour oser se soumettre au débat démocratique, et trop puissant institutionnellement pour devoir effectivement s'y soumettre.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci Monsieur. Sabine GIRARD, je vais vous demander de venir nous relayer aussi les questions et les observations des internautes, parce que je vous rappelle que la réunion est aussi à suivre sur YouTube et que nous avons pas mal de réactions.

Mme Sabine GIRARD, membre de la Commission particulière du débat public

En effet, nous sommes maintenant à plus de 1 200 personnes qui se sont connectées sur le site, et toujours en moyenne 300 personnes qui interagissent sur le *chat*. Un *chat* qui est très passionné, avec énormément de messages. Nous avons un peu de mal à suivre tout ce qui se dit. Mais nous avons pu noter à un moment un petit agacement, pendant les interventions, avec des remarques sur le sujet d'aujourd'hui, c'est tout de même à quoi sert le débat : « Est-ce qu'une partie des intervenants ne sont pas hors sujet? », « Quand est-ce que sont finis les discours politiques? » Un peu de frustration là-dessus.

Et surtout, un débat qui s'est engagé entre internautes sur différents sujets. Notamment, il y en a un qui est très récurent depuis le début, autour d'un terme notamment de *fact-checking*, en fait de manière plus générale qui interroge la question de la véracité des informations. C'est un débat entre internautes, avec différents points de vue qui s'expriment. Et il y a notamment deux questions qui sont adressées à la CNDP. Une première demande : « La CNDP a-t-elle dans ses missions un devoir de véracité sur l'information diffusée? » Et une seconde question, qui est liée à tout un ensemble d'interventions qui venaient sur le fait que sujet était complexe, technique, etc. : « La CNDP pourra-t-elle indiquer des éléments factuels indispensables pour informer les Français? »

Et si je peux me permettre une dernière intervention, il y a aussi une remarque qui a été faite, je le précise, avant l'intervention de Mme Charlotte MIJEON, qui disait : « Il n'y a pas beaucoup de jeunes en tribune et peu de femmes. » Et une question qui a suivi derrière, dans le *chat* : « Qu'en est-il des jeunes? L'implantation de nouveaux réacteurs nucléaires n'est pas un choix anodin et va impacter sur les générations futures. » Donc, là, une question qui adresse aussi les modalités du débat.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci beaucoup Sabine, nous allons peut-être repasser la parole à Dieppe.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci Sofia. Il y a beaucoup de questions, la Commission est là avant tout pour les entendre, mais peut-être une réaction de M. BADRÉ sur l'information, le *fact-checking*. Et je vous repasse la parole juste après.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Sur toutes les interventions précédentes, David l'a rappelé, nous sommes là pour écouter ce que vous attendez. Donc, je n'ai pas de réponses à faire là-dessus.

Sauf sur le dernier point, sur le *fact-checking*, en bon français. Nous avons une information à donner sur ce que nous avons fait dans la commission. Je l'évoquais très brièvement tout à l'heure. Nous avons mis en place une démarche à laquelle participent quelques-uns des membres ici présents, ou à Paris, qui est-ce que l'on appelé «la clarification des controverses», c'est-à-dire de dire quelles sont les questions controversées qui seront posées et qu'est-ce qu'en disent, qu'est-ce qu'en écrivent plus exactement – puisque l'on essaie de faire cela par écrit, cela oblige à être beaucoup plus rigoureux – quelles argumentations développent les uns et les autres, de façon à pouvoir mettre tout cela à disposition. C'est en cours, c'est presque fini, cela le sera d'ici 8 à 10 jours.

J'en profite pour répondre à la question sur la véracité. Ce n'est pas dans les grands principes, mais évidemment, dans cet exercice, s'il y a des choses qui sont manifestement fausses, nous les relevons. Nous n'allons pas laisser passer des choses pareilles. Nous y contribuons. Et le fait qu'il y ait à la fois des pronucl aire et des antinucléaire dans ce groupe donne un esprit critique assez développé qui donne quelques garanties sur la démarche. Voilà tout ce que je voulais dire.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci M. BADRÉ. Je vais prendre trois mains levées. Madame ?

Mme Pauline BOYER, Greenpeace

Bonjour. Je suis Pauline BOYER et je travaille pour Greenpeace, dans l'énergie. Qu'est-ce qu'on attend de ce débat ? Que ce soit un débat sincère et éclairé. La vidéo d'EDF qui a été présentée dépeint un projet EPR 2 qui n'est pas encore fini, pas encore conçu. C'est un beau rêve qui est mis en proposition. Mais l'important aussi, c'est de s'ancrer dans la réalité. La réalité de la situation du nucléaire, comme Monsieur l'a dit, c'est déjà l'héritage que nous avons, nous, et que nous allons laisser aux générations futures, c'est au moins 58 réacteurs nucléaires à démanteler, des dizaines de milliers de tonnes de déchets et de matières radioactives qui s'accumulent sur le sol français, et dont on ne sait que faire. Et j'espère vraiment que cela va faire partie du débat.

Le fait aussi de marteler l'indépendance énergétique par le nucléaire, alors que nous importons tout notre uranium, et en ce moment, aussi de la Russie, il faut l'avoir en compte en réfléchissant dans ce débat.

J'aimerais qu'il serve à un réel recul sur la situation actuelle, parce que c'est un véritable choix de société. Et aujourd'hui, nous sommes dans une accélération du dérèglement climatique. Aujourd'hui et depuis la semaine dernière, nous savons que les projections étaient sous-évaluées et que cela va être de pire en pire. Et l'objectif n'est pas 2050. C'est 2030. C'est de réduire la moitié des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030. Donc, dans la vidéo, je ne suis pas d'accord avec l'objectif fixé parce que c'est se voiler la face. C'est ne pas être responsable par rapport à l'urgence climatique, et donc se tromper certainement de décision à la fin, si   la base les termes du débat ne s'ancrent pas dans la réalité de la situation. Merci.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci à vous.

Mme Catherine BOUTIN, SOS à l'horizon

Catherine BOUTIN, vice-présidente d'une association locale, qui s'appelle SOS à l'horizon. Tout d'abord, je voulais préciser que j'étais d'accord avec M. JUMEL, ce qui semblait tout à fait aberrant, c'est qu'il y ait un débat en ce moment sur des lois sur l'accélération des énergies renouvelables, avant même qu'il y ait le débat sur le nucléaire et sur le mix énergétique, etc. Donc, nous avons du mal à comprendre la logique.

D'autre part, j'ai entendu des choses qui me semblent un peu bizarres. La France n'a jamais été aussi riche et ayant autant d'énergie bon marché et bon marché en abondance, puisque la France exportait 10 à 15 % de son énergie il y a une vingtaine d'années. Et il n'y avait pas d'énergies renouvelables, comme quoi cela peut très bien se faire sans les énergies renouvelables.

Maintenant, j'aimerais parler du projet de Penly. Le projet de Penly, *a priori*, avec les deux nouveaux EPR, deviendrait la centrale la plus grande d'Europe. Ce qui n'est pas rien. Donc, c'est une centrale qui devrait être très importante et qui nécessite une sécurité importante également. Or, nous ne pouvons pas dissocier la centrale nucléaire de Penly avec la centrale éolienne en mer que l'on veut mettre juste devant, à 15 km des côtes, raccordée à Penly, sans associer les deux. Pourquoi? Parce que la centrale éolienne qui représente une surface de 100 km², ce n'est pas rien, c'est la ville de Paris, pour vous donner une idée, va créer au moins plus de 250 écueils face à Penly, dans une zone où il y a un grand trafic de cargos et de navigation, où il y aura en plus de cela un...

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Je vais vous inviter à conclure, excusez-moi.

Mme Catherine BOUTIN, SOS à l'horizon

Ah, c'est fini. Donc, on ne peut pas dissocier les deux. Et il y a un problème de sécurité, et voir quel est l'intérêt de l'une par rapport à l'autre, parce que quand on sait que celle de l'éolienne en mer va produire même pas un jour de production d'électricité française, cela mérite de se poser des questions.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci à vous. Monsieur, ici?

M. Alban VERBECKE, président de Normandie  nergie

Bonsoir à tous. Alban VERBECKE, j'ai fait 25 ans dans le nucléaire. Je suis l'ancien Directeur de Penly, il y a quelques années. Mais ce que je voudrais faire comme intervention, c'est dans ma fonction de président de Normandie  nergie. Actuellement, je président Normandie énergie, qui est un groupement de 250 entreprises qui travaillent sur l'ensemble des énergies, pétrole et gaz, nucléaire et aussi tout ce qui concerne la sobriété, l'efficacité.

L'intérêt de ce débat est essentiel, parce que ce qui m'a appris en tant que président de Normandie énergie, c'est la qualité des échanges. Puisque dans le bureau, nous sommes à peu près une dizaine et nous défendons, chacun de nous, des énergies différentes. Mais la qualité de la factuelisation de nos propos a été essentielle pour bien se comprendre. Si j'avais juste un souhait, c'est qu'il y a un certain nombre de choses qui ont été dites, pas toujours vérifiées en termes de chiffres derrière, mais la factuelisation est importante pour que l'on puisse se comprendre et échanger. Toutes les énergies sont intéressantes, elles ont toutes leurs avantages. Et il faut bien identifier, finalement, ce qui est essentiel.

Je prendrai juste un exemple : est-ce normal que, lorsque l'on parle de parc  lien *offshore*, on met 2 ans pour le construire, il y a 10 ans d'échanges et de débats? Si l'on veut faire une vraie transition énergétique, il faut peut-être avoir des accélérations, mais sans que ce soit au détriment de l'environnement et sans que ce soit au détriment du débat. Par contre, il faut tout de même se poser des questions pour accélérer.

débat public organisé par

Et si demain on veut dire que l'on ne veut faire que des énergies renouvelables, il y a tout de même des exemples européens qui démontrent que cela a une certaine limite. Si vous prenez l'exemple de l'Allemagne, vous avez deux fois la puissance du parc nucléaire installé, et pour autant ils ne produisent en moyenne que 20 à 23 %. Et le reste, c'est du gaz. Nous voyons donc bien que c'est bien le mix qui est intéressant. Et l'échange que nous avons au sein de Normandie Énergie, c'est que nous avons une qualité d'écoute. J'aimerais que, finalement, ce débat soit exactement la même chose, que l'on puisse s'écouter et partager.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci de cette intervention. Nous avons pris trois réactions en salle à Dieppe. Sofia, je te propose de passer la parole à Paris, pour une observation, pour croiser les regards entre les deux salles.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Est-ce que quelqu'un veut intervenir? Je me tourne volontiers vers les étudiantes et étudiants. Est-ce qu'on a une question, une réaction? Non. *A priori*, pas d'observations du côté Paris.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Très bien, sur internet?

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Attends, David, nous avons une réaction. Allez-y.

M. Arnaud SCHWARTZ, France Nature Environnement

Bonsoir. Je suis de France Nature Environnement, mais je vais m'exprimer un peu plus à titre personnel. C'est pour des remerciements déjà au personnel de la CNDP et de la CPDP. Parce qu'ils mettent en œuvre un débat qui n'est pas évident dans le contexte que nous avons bien compris, où nous ne savons pas trop si les décisions ne sont pas déjà prises depuis bien longtemps. Et ce débat – c'est une des réponses à la question, qui est une des réponses parmi tant d'autres, mais c'est la réponse première d'un point de vue légal – est obligatoire. Il faut réaliser le débat, c'est obligé.

France Nature Environnement est une fédération d'associations de protection de la nature, la plus grande, dans les 9 000 associations, 900 000 personnes, dans tous les territoires et depuis des décennies. Ce que nous voulons, c'est la mise en œuvre de la convention d'Aarhus, les trois piliers : l'accès à l'information, la participation du public aux décisions qui les concernent en matière environnementale et l'accès à la justice si besoin. Ce que nous disons aussi est que nous avons encore énormément de progrès à faire. Ce soir, nous pourrions tous nous taper sur l'épaule et nous dire : « Mais c'est génial, parce que tout le monde est très heureux, ou la plupart de ceux qui se sont exprimés, que le débat ait lieu. »

C'est quelque chose de nouveau, parce que pendant des décennies justement, certains ont tout fait pour éviter le débat. Et ce qui est un peu étrange, c'est que ce sont ces mêmes personnes qui, ce soir, parlent de vérifier les informations qui sont émises, alors même que nous, citoyennes et citoyens, qui prenons sur notre temps libre depuis des décennies, qui avons obtenu à force de nous engager démocratiquement et pacifiquement le droit de siéger dans des commissions où nous sommes censés obtenir des informations, on nous balade, on nous mène par le bout du nez depuis des années et des années. Et nous avons des tas de preuves à apporter en la matière. Je veux juste m'arrêter là-dessus, et je vous remercie encore une fois pour l'organisation de ce débat. Bravo.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci beaucoup. Nous vous repassons la parole à Dieppe. Pas de nouvelles réactions sur YouTube.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Madame ici, et Monsieur après.

M. Hervé FROMONT

Je vais prendre 5 secondes déjà pour remercier les différentes interventions et les intervenants, et surtout la CNDP pour l'organisation du débat.

Hervé FROMONT, je vais m'exprimer à différents titres. J'habite Dieppe depuis 30 ans, j'ai été chef d'exploitation sur le CNPE de Penly, à la tête d'une équipe de 4, à la tête du pilotage des deux réacteurs. Et aujourd'hui, je m'exprime en tant que représentant de la fédération CFE Énergie. C'est un syndicat de l'encadrement et de la maîtrise. Nous sommes soutenus par un partenaire avec qui nous travaillons, qui est l'UNSA. Et notre alliance aujourd'hui représente la première force syndicale à la centrale de Penly. Nos deux fédérations sont indépendantes, critiques et constructives vis-à-vis des projets proposés par nos employeurs. Aussi, nous nous sentons légitimes pour parler au niveau de la branche, puisque nous sommes également représentatifs de la branche à EDF qui concerne les différents secteurs de l'activité de production, que ce soit du nucléaire, du renouvelable et autre.

J'aimerais revenir sur deux points qui nous paraissent importants dans le débat. Le premier, on a parlé de bas carbone, je ne vais pas revenir dessus. Par contre, un deuxième qui a été peut-être un peu oublié, qui est le thème de pilotage. À date, l'électricité ne se stocke pas. Et il convient d'ajuster en permanence la production à la consommation par rapport au réseau. Donc, une centrale est dite pilotable lorsqu'elle permet cet ajustement. Tous les jours, les exploitants arrivent à ajuster cette consommation avec la production, alors que l'éolien, le solaire, seront des énergies intermittentes et non pilotables.

Et je vais terminer. Monsieur le Président – je m'adresse au Président de la CPDP –, vous avez fait le choix aujourd'hui d'organiser un débat en mettant face à nous des associations choisies. C'est un choix qui vous appartient. Mais pour nous, c'est aussi un biais révélateur d'une posture qui oublie notre représentativité et notre légitimité en tant que partenaire social. Et on aurait aimé pouvoir participer à la tribune pour pouvoir échanger, avoir un temps de parole un peu plus long. Là, on a dû forcer un peu la main pour se faire entendre. Nous serons au rendez-vous qui nous est proposé au Tréport incessamment sous peu. Merci beaucoup.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci. Le débat ne fait que commencer, les occasions seront nombreuses. Il y avait Madame, s'il vous plaît, qui avait levé la main.

Mme Christine ELLISON-MASSOT

Christine ELLISON-MASSOT. Ce soit, je m'exprime en mon nom personnel et pas du tout comme élue, en tout cas membre du collège associatif de l'ANCCLI. Je voudrais savoir, et je m'adresse à M. BADRÉ en particulier, s'il est prévu d'avoir des intervenants qui posent la question du débat de façon philosophique et éthique. Je rejoins un peu ce que disait M. PLOUART et Mme BOYER sur l'impact à très long terme de ce choix de continuer la filière nucléaire, sur les générations futures et l'impact sur l'environnement évidemment, quand on connaît la durée de vie des radionucléides. Merci.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci, on va prendre une troisième intervention...

Mme Christine ELLISON-MASSOT

Je voudrais vous recommander la lecture d'une bande dessinée, très intéressante, et qui pose justement cette question : le droit du sol d'Étienne DAVODEAU. Merci.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Monsieur juste devant.

M. Thierry PATINAUX, ENERCOOP Normandie

Merci. Bonjour à toutes et à tous. Je suis Thierry PATINAUX, citoyen dieppois, mais aussi administrateur d'ENERCOOP Normandie. Je commence par une citation. J'ai lu dans Le Monde d'aujourd'hui : « Il n'y a jamais eu de débat public sur le nucléaire. » C'est une citation de M. BADRÉ, ici présent, reprise par Le Monde. En tout cas, je voulais me féliciter de cette intervention assez forte, puisqu'elle objective ce que ressentent de nombreux citoyens qui se voient imposer le nucléaire depuis 50 ans. Nucléaire, donc, qui a été imposé, cela a déjà été dit, par le haut.

Maintenant, ce débat est donc fondamental, intéressant, bien évidemment. Et il aura un impact, j'espère. Comment va-t-on mesurer cela ? Si j'avais envie de parler sous forme de boutade, ce serait un débat réussi à mon sens si le législateur, au bout du bout, réussissait à s'opposer à la construction de ces 6 EPR, c'est-à-dire réussissait – et cela ne va pas trop chagriner M. JUMEL – à s'opposer au Président de la République, pour une fois.

Qu'attendons-nous de ce débat ? Il se trouve que le projet de construction de ces 6 EPR va coûter énormément d'argent. Objectivement, chiffres Cour des comptes, 19 milliards d'euros pour Flamanville aux dernières nouvelles. Nous pensons que cet argent pourrait être utilisé raisonnablement à autre chose de beaucoup plus utile. Par exemple, le développement des énergies renouvelables ou l'isolation thermique des bâtiments. Nous attendons donc de ce débat qu'il mette en évidence d'autres scénarios que le scénario proposé actuellement par EDF. EDF dont je ne suis pas client, vous l'aurez compris. Merci.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci. Je propose à Michel BADRÉ de réagir rapidement aux observations qui s'adressaient directement à la Commission particulière, et nous passerons à la séquence suivante, nous passerons la parole à Paris pour une présentation des modalités du débat public par Juliette ROHDE, membre de la Commission particulière.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Juste deux points très vite. D'abord, comme précédemment, nous avons écouté et j'ai en particulier bien entendu ce qui a été dit sur les organisations syndicales. Nous en tiendrons compte.

Deux points précis, un sur les questions éthiques. C'est une question que l'on s'est posée depuis le début, on est en train d'y travailler. C'est encore un travail en cours. Mais à propos de la question 8 qui porte sur les risques qu'il y aurait à faire le programme ou à ne pas le faire, c'est des risques qui ne sont pas du tout de même nature. Ils sont complètement différents. Donc, comparer des choses qui sont de nature différente est compliqué. Mais c'est bien là-dessus où l'on rentre dans des questions éthiques sur la prise en compte du très long terme, en particulier la réflexion est en cours là-dessus. En tout cas, elle n'est pas du tout mise de côté, je peux vous rassurer là-dessus.

Sur l'article paru dans Le Monde hier soir, je voudrais juste dire – tous ceux qui ont été interviewés par des journalistes le savent – que le texte d'un article dépend du journaliste et de celui qui a été interrogé. Le texte de l'article, je n'ai pas une virgule à y changer. Tout ce qui est dedans, je l'ai dit. En revanche, le titre est toujours de la rédaction. Je n'ai jamais dit qu'il n'y avait pas eu de débat sur le nucléaire. J'ai même dit l'inverse. Si vous regardez le texte lui-même, je cite un certain nombre de débats sur le nucléaire. Mais cela, tout le monde le sait, donc ce n'est pas la peine d'en parler longuement.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci M. BADRÉ. Je vais passer la parole, si vous le voulez bien, pour aller vers la conclusion de cette soirée, parce qu'il est 21 h 30, et je me suis engagé à ne pas d raper de plus d'un quart d'heure. Nous avons une dernière séquence, et après, puisque bien sûr ce n'est que le début de 4 mois de débat, il y avait encore des mains levées qui témoignent du fait que nous n'avons absolument pas  puis  le sujet, on s'en doutait bien.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci David. Je passe la parole sans plus tarder à Juliette ROHDE qui est membre de l'équipe de la Commission en charge d'animer ce débat.

Mme Juliette ROHDE, membre de la Commission particulière du débat public

Merci beaucoup Sofia. Bonsoir à toutes et à tous. En effet, vous voyez, nous sommes dans cette première réunion d'ouverture du débat. Elle a d'ailleurs un caractère un peu institutionnel, nous avons entendu plusieurs prises de parole les unes à la suite des autres. Je voulais vous dire, et vous rassurer, que ce n'est pas la tonalité ni le déroulé type que nous avons retenu pour l'ensemble des réunions de ce débat. Vous pourrez constater par vous-mêmes que nous avons prévu des temps d'échange beaucoup plus horizontaux, informels. Veuillez prendre en compte que c'est bien cette réunion d'ouverture qui a un caractère un peu particulier.

Vous avez vu cette diapositive plusieurs fois, celle des 10 questions. Les modalités du débat sont structur es autour de ces 10 questions, parce que vous avez compris que notre enjeu, à la CPDP, l'équipe du débat, est d'ouvrir au maximum le champ des questions que nous allons pour voir nous poser et de nous assurer qu'il n'y en a pas qui restent hors champ. Notre message est qu'il n'y a pas de question tabou dans ce débat. Pour nous, pose ces 10 questions en amont, c'est un peu comme si nous mettions des épingles sur le bord d'une toile, pour être sûrs qu'elle recouvre au moins un certain périmètre.

Je vais juste les lire une fois pour que nous soyons bien tous au clair sur l'ensemble des 10 questions, autour desquelles nous avons structuré notre programme. Mais d'emblée, je précise qu'elles ne sont évidemment pas du tout exclusives. Ce n'est pas parce que nous proposons ces 10 questions pour tendre notre toile du débat, que nous ne pouvons pas aborder d'autres questions autrement. Et pour cela, le public est évidemment maître de proposer à l'agenda l'ensemble des questions qui lui semblerait légitimement appartenir au périmètre de ce débat.

1.   quoi sert ce débat ?
2. Avons-nous besoin d'un nouveau programme nucléaire ?
3. Qu'est-ce que l'EPR 2 ? Peut-on faire du nucléaire autrement ?
4. Que s'est-il passé à Flamanville et quels enseignements en a-t-on tirés ?
5. Quelles conditions et conséquences du projet Penly sur le territoire et l'environnement ?
6. Quelles conditions et conséquences du projet Penly et du programme sur le travail et l'emploi ?
7. Quel coût, quel financement, quelles conséquences sur les utilisateurs ?
8. Quelle prise en compte des incertitudes climatiques et géopolitiques ?
9. Comment décider, au nom de et avec la société, sur les questions nucléaires ?
10. Et enfin, que voulons-nous transmettre à l'issue de ce débat ?

Voici pour la grande structure. Vous voyez sur la diapositive suivante, les 10 questions que je viens de citer figurent en bleu, sur la ligne du dessus. En gros, chaque fois, c'est une rencontre publique accessible à toutes et à tous, y compris en ligne. Parce qu'il y a une dimension nationale. Tout le monde doit pouvoir accéder à toutes les rencontres depuis chez lui, partout, où qu'il habite.

Et vous voyez la question 2 «avons-nous besoin d'un nouveau programme nucléaire?», qui est celle qui nous permet de poser la question de l'opportunité, du pourquoi, et pas que du comment ou à quelles conditions. Nous nous appuyons sur cette question et allons la développer, la déployer tout au long du débat à travers un certain nombre d'outils et de partenariats, notamment un kit qui doit permettre à chacun et chacune de se saisir de cette question-là, et de la mettre en débat avec son entourage. Cela peut être un entourage privé, en famille. Cela peut être avec ses adhérents, avec ses clients, avec ses patients, avec ses élèves. À chaque endroit, ce kit doit pouvoir être un appui pour entamer la discussion et la faire vivre dans son entourage, avec évidemment, une remontée des contributions vers nous pour une prise en compte.

Nous faisons aussi des partenariats avec des établissements scolaires, avec des centres sociaux, avec le Conseil régional des jeunes. Je ne les cite pas tous, mais beaucoup d'initiatives visent à aller vers des publics, à aller sur le territoire de la Seine-Maritime, mais pas seulement, à la rencontre et à l'écoute de voix que l'on n'entend pas, forcément qui ne viennent pas naturellement en réunion publique ou se connecter sur les *streamings*, etc.

Puis, comme je le disais, les 10 questions ne sont pas exhaustives ou exclusives. Nous ne voulons pas enfermer le débat dans un carcan. Il faut savoir qu'il y a toujours des possibilités de s'exprimer en continu, et sur tous les sujets, que ce soit sur le forum en ligne ou à travers notre système de questions/réponses, que ce soit via des permanences qui seront organisées à Dieppe. Il y a des cartes T qui sont distribuées un peu partout, des urnes disposées sur le territoire de la Seine-Maritime. Ou des cahiers d'acteurs. Les personnes familières des débats publics CNDP savent ce que c'est, mais je vous en dis tout de même un mot pour les autres : un cahier d'acteur, c'est un document de 4 pages formaté qui permet à des personnes morales, des structures, des associations, des syndicats, etc., de faire valoir leur position à un moment T pour que l'on puisse avoir une photographie un peu complète des différentes positions des acteurs sur le sujet.

Puis, nous n'avons pas envie que tout cela reste en silo. Nous avons envie qu'il y ait des espaces où des gens différents, des gens qui n'ont pas l'habitude de se parler, puissent dialoguer et échanger un peu leurs points de vue et leurs représentations sur ces questions. Nous avons donc prévu d'organiser une journée «regards croisés» qui mettra un peu en dialogue les différents publics rencontrés au cours du débat.

Il y a la petite boîte que vous voyez sur le côté, «clarification des controverses techniques», Michel BADRÉ en a parlé tout à l'heure, je ne reviens pas dessus.

Deux petits zooms pour terminer, je sais que tout le monde a envie de conclure, donc je serai très rapide. La plateforme participative. Je voulais juste que l'on vous montre la capture d'écran pour que chacun et chacune se sentent libres d'y aller dès maintenant. Vous pouvez déposer votre avis, si vous estimez que vous n'avez pas pu le donner aujourd'hui. C'est l'endroit où nous recueillons l'ensemble des contributions. Et j'insiste aussi, il y a «partagez votre avis» et «posez vos questions, nous y répondrons». On appelle cela note système de questions/réponses. Cela peut paraître un peu artisanal, mais en fait nous le faisons très sérieusement. Chacune des questions qui seront posées sur ce système de questions/réponses recevra une réponse de la part de l'équipe projet d'EDF ou RTE le cas échéant. Si la question concerne le débat, c'est l'équipe du débat qui répondra. Mais on s'engage à vous apporter une réponse argumentée sous 15 jours.

Il ne me reste plus qu'à vous donner rendez-vous le 8 novembre pour cette question 2 : «Avons-nous besoin d'un nouveau programme nucléaire?» Cela se passe à Paris et sur Zoom. Ce sera des temps de travail beaucoup plus horizontaux. C'est à 19 h et nous vous y attendons nombreuses et nombreux. Merci beaucoup pour votre attention.

Mme Sofia ALIAMET, animatrice Paris

Merci beaucoup Juliette, c'était très clair sur la présentation des modalités. Nous vous repassons la parole à Dieppe pour clôturer cette première rencontre.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci Sofia, effectivement pour clôturer ce temps d'échange, je vais proposer tout d'abord à Michel BADRÉ, président de la Commission particulière de faire un mot, puis à Chantal JOUANNO, depuis Paris, pour la Commission nationale du débat public.

M. Michel BADRÉ, président de la Commission particulière du débat public

Pour moi, ce sera vraiment un mot pour vous remercier d'être venus. Un deuxième pour vous dire que nous étions là pour écouter. Nous avons beaucoup écouté, j'ai pris beaucoup de notes. Nous essaierons d'en tenir compte dans toute la suite. Mais Chantal JOUANNO, la présidente de la CNPD est mieux placée que moi pour conclure.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

À vous Paris.

Mme Chantal JOUANNO, présidente de la Commission nationale du débat public

Je n'avais pas prévu de parler. Mais je voudrais réinsister sur ce que disait Juliette tout à l'heure. La première réunion est forcément très institutionnelle, c'est normal, il faut que le public ait connaissance des positions des différents acteurs. Mais le but du débat est vraiment d'aller chercher le public qui ne s'exprime pas, les personnes qui ne viennent pas habituellement dans nos grandes réunions et il faut qu'elles se sentent très à l'aise avec tous les outils qui vont être proposés. Et vraiment, tout le monde a quelque chose à dire sur ce sujet. Il ne faut pas être timide, il ne faut pas s'estimer non-expert. Au contraire. Il faut être très à l'aise et venir s'exprimer.

M. David PROTHAIS, animateur Dieppe

Merci Chantal JOUANNO de la CNPD. Il est 21 h 39, nous finissons un peu plus tôt que le retard imaginé. Je voulais vous remercier vraiment toutes et tous pour votre participation ce soir, pour vous être pliés aux règles qui sont toujours délicates. J'avais tout de même trois choses à vous dire.

La première est qu'il y a un questionnaire d'évaluation que nous souhaiterions vous proposer de remplir. C'est important. Vous avez un QR Code qui s'affiche, cela vous permet de le remplir. Sinon, vous le recevrez demain par mail pour pouvoir y répondre. C'est important pour améliorer le process.

La deuxième, c'est que nous avons toujours un caméraman à disposition. Si certaines et certains d'entre vous veulent s'exprimer, n'hésitez pas à faire signe à Sébastien, que j'invite à lever la main, qui vous redirigera vers la personne qui pourra vous filmer.

Et dernière chose, il y a un pot en fond de salle pour partager un moment de convivialité à Dieppe. Je salue au passage tous les gens à Paris et tous les internautes qui nous ont suivis pour cette ouverture de débat public. Merci à toutes et tous.